



RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION ORDINAIRE 2016-2017
4^e SESSION DE LA 10^e LÉGISLATURE

La rédaction du Rapport d'activités 2016-2017 a été clôturée le 19 septembre 2017.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web du Parlement de Wallonie (www.parlement-wallonie.be) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe (courriel : doc@parlement-wallonie.be, tél. : 081.25.16.77).





TABLE DES MATIÈRES



AVANT-PROPOS	7
COMPOSITION	8
A. MEMBRES	8
B. GROUPES POLITIQUES	12
C. STATUT DES PARLEMENTAIRES	13
D. RAPPORT D'ACTIVITÉS POLITIQUES	13
ORGANISATION	14
A. RÈGLEMENT DU PARLEMENT DE WALLONIE	14
B. ORGANES DE GESTION	14
C. GREFFE	16
D. BUDGET DE FONCTIONNEMENT	17
E. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION	18
TRAVAIL PARLEMENTAIRE	20
A. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS	20
B. COMMISSIONS ET COMITÉS	21
C. TRAVAIL LÉGISLATIF	40
D. CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT	69
E. RÉSOLUTIONS	72
F. DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE	77
G. DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL	77
H. PÉTITIONS	77
I. CONSULTATIONS PUBLIQUES	77
RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ	78
A. ÉVÉNEMENTS	78
B. VISITER LE PARLEMENT DE WALLONIE	80
RELATIONS INTERNATIONALES	82
A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES	82
B. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES	83
IN MEMORIAM	87
DÉPUTÉS	87
ANNEXE	88



AVANT-PROPOS

La session 2016-2017 du Parlement de Wallonie fut marquée par plusieurs moments historiques.

Notre assemblée a d'abord suscité l'intérêt du monde entier lorsqu'elle a relayé les inquiétudes citoyennes sur le CETA et obtenu d'incontestables avancées. Une instruction en profondeur de ce traité de libre-échange de nouvelle génération a permis de garantir des standards minimum en matière environnementale et sociale, mais aussi de soumettre le mécanisme de règlement des différends, contenu dans ce traité, au contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne.

Cette année fut également marquée par la tenue en nos murs du premier panel citoyen organisé au sein d'une assemblée législative belge. Seul parlement permettant aux citoyens d'introduire un avis sur une proposition ou un projet de décret, le Parlement de Wallonie a encore innové en invitant trente Wallonnes et Wallons à s'impliquer dans le processus de délibération politique sur un enjeu capital, le vieillissement de la population.

Enfin, notre assemblée a fait pleinement usage des prérogatives qui lui sont dévolues par la loi spéciale de réformes institutionnelles, en exerçant son droit d'enquête concernant les structures et les activités du groupe Publifin, ou encore en installant un nouveau Gouvernement en cours de législature.

Mais ces événements exceptionnels n'ont pas empêché le Parlement de Wallonie de poursuivre le travail de modernisation engagé dès l'entame de la législature avec la réforme du règlement.

Durant cette session, et pour la deuxième année consécutive, notre assemblée a franchi la barre symbolique des 1.000 heures de réunion, dont plus de 900 au sein des différentes commissions. Pour rappel, lors de la session 2014-2015, les parlementaires s'étaient réunis environ 800 heures. Cette année, ils ont posé près de 7.500 interpellations, questions orales et questions écrites, déposé 46 propositions de décret et 64 propositions de résolution. Neuf débats ont également eu lieu en séance plénière, portant sur des sujets tels que le CETA, le groupe Publifin, ou encore les mesures de gouvernance.

Par ailleurs, le Parlement de Wallonie a poursuivi son engagement en faveur d'une « démocratie continue », en multipliant les initiatives d'ouverture aux citoyens entre les échéances électorales. Panel, pétitions, contributions citoyennes, événements ouverts au public ont ainsi rythmé l'année parlementaire. Cette logique de participation est toutefois loin de constituer le point final de notre volonté d'ouverture. Très prochainement, à l'image de l'Assemblée nationale française, le Parlement de Wallonie invitera ses concitoyens à participer au travail législatif en devenant coauteurs de propositions de décret.

Souhaitant assumer pleinement ses compétences sur la scène internationale, notre assemblée a également engagé un travail de fond sur les accords de libre-échange à venir, avec l'examen de traités aussi divers que ceux conclus entre l'Union européenne et la Colombie et le Pérou, ou encore le Vietnam. Du reste, notre Parlement se saisit pleinement de son statut de Parlement national au sein de l'Union européenne au titre du Traité de Lisbonne, en examinant chaque année les résultats du Semestre européen. Enfin, le travail de diplomatie parlementaire ne cesse de s'intensifier, avec la visite de quatorze délégations du monde entier, débouchant notamment sur la création d'un nouveau Comité mixte avec l'Assemblée nationale du Maroc.

Enfin, le Parlement de Wallonie a poursuivi son travail au titre du fédéralisme de coopération institué par la 6^e réforme de l'Etat. Pas moins de trois commissions conjointes avec les autres assemblées du pays ont en effet eu lieu sur des sujets aussi importants que les finances locales, le climat ou encore les relations avec la Communauté germanophone.

Bonne lecture !

André ANTOINE



COMPOSITION

A. MEMBRES

Depuis la première élection directe du 21 mai 1995, le Parlement de Wallonie se compose de 75 membres élus au suffrage universel et selon le système de la représentation proportionnelle, sur la base de treize circonscriptions électorales.

Les 75 députés wallons sont élus pour un mandat d'une durée de cinq ans, correspondant à la durée d'une législature.

Au terme de la session 2016-2017, les membres sont les suivants* :

M. Antoine AndrécdH	Président du Parlement de Wallonie
M. Arens JosycdH	
Mme Baltus-Möres JennyMR	
M. Baurain PascalcdH	
Mme Bonni VéroniquePS	
M. Bracaval PhilippeMR	Remplace, le 28 juillet 2017, M. Crucke, membre du Gouvernement wallon
Mme Brogniez LaetitiaMR	
M. Collignon ChristophePS	Premier Vice-Président du Parlement de Wallonie
M. Courard PhilippePS	Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
M. Culot FabianMR	Remplace, le 28 juin 2017, Mme Defrang-Firket, empêchée
M. Daele MatthieuEcolo	
Mme Defraigne ChristineMR	Présidente du Sénat
M. Denis Jean-PierrePS	
M. Dermagne Pierre-YvesPS	Reprend son mandat le 28 juillet 2017 à la place de M. Fontaine, suppléant Président du Groupe PS
M. Desquesnes FrançoiscdH	Sénateur
M. Destrebecq OlivierMR	Sénateur
Mme Dock MagaliMR	
M. Dodrimont PhilippeMR	
M. Drèze BenoîtcdH	
M. Dufrane AnthonyPS	
M. Dupont Jean-MarcPS	
Mme Durenne VéroniqueMR	
M. Evrard YvesMR	
M. Fourny DimitricdH	Président du Groupe cdH
M. Furlan PaulPS	Reprend son mandat le 26 janvier 2017 à la place de M. Devillers, suppléant
Mme Gahouchi LatifaPS	Sénatrice
Mme Galant JacquelineMR	Vice-Présidente du Parlement de Wallonie
M. Gardier CharlesMR	Remplace, le 28 juillet 2017, M. Jeholet, membre du Gouvernement wallon
Mme Gérardon DéborahPS	
M. Gillot FrédéricPTB-GO !	
M. Godfriaux JordanMR	Remplace, le 28 juillet 2017, Mme De Bue, membre du Gouvernement wallon
Mme Gonzalez Moyano VirginiePS	
M. Hazée StéphaneEcolo	Président du Groupe Ecolo
M. Henquet LaurentMR	
M. Henry PhilippeEcolo	Sénateur

Mme Kapompole JoëllePS	
M. Kilic SerdarPS	Devient membre effectif le 28 juillet 2017 en place de M. Magnette, démissionnaire
M. Knaepen PhilippeMR	
Mme Lambelin AnnePS	Sénatrice
M. Lecerf PatrickMR	
Mme Lecomte CarineMR	
M. Lefebvre BrunoPS	
M. Legasse DimitriPS	
M. Lenzini MauroPS	
Mme Louvigny LyselineMR	Remplace, le 18 janvier 2017, M. Dister, empêché
M. Luperto Jean-CharlesPS	
M. Maroy OlivierMR	
M. Martin NicolasPS	
Mme Moinnet-Joiret IsabellecdH	
Mme Morreale ChristiePS	
M. Mottard MauricePS	
M. Mouyard GillesMR	
Mme Nicaise Marie-FrançoiseMR	
M. Onkelinx AlainPS	
Mme Pécriaux SophiePS	Secrétaire du Parlement de Wallonie
Mme Potigny PatriciaMR	
Mme Poulin ChristinePS	
M. Prévot MaximecdH	Reprend son mandat le 28 juillet 2017 à la place de Mme Leal Lopez , suppléante
M. Prévot PatrickPS	
M. Puget André-PierreIndépendant	
Mme Ryckmans HélèneEcolo	
Mme Salvi VéroniquecdH	
Mme Simonet Marie-DominiquecdH	
M. Stoffels EdmundPS	
Mme Stommen IsabellecdH	
Mme Tillieux ElianePS	Reprend son mandat le 28 juillet 2017 à la place de M. Sampaoli, suppléant
Mme Trotta GrazianaPS	
M. Tzanetatos NicolasMR	
Mme Vandorpe MathildecdH	
Mme Vienne ChristianePS	
M. Wahl Jean-PaulMR	Secrétaire du Parlement de Wallonie Président du Groupe MR Sénateur
M. Warnier RuddyPTB-GO !	
Mme Waroux VéroniquecdH	
Mme Warzée-Caverenne Valérie ...MR	
Mme Zrihen OlgaPS	Sénatrice

* Voir Doc. 1 (SE 2014) N° 19 : Listes des membres du Parlement wallon et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été validés.

Voir aussi Doc. 5 (SE 2014) N° 1 : Liste des membres qui ne sont pas visés par l'incompatibilité portée par l'article 24bis, §6, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et Doc. 5 (SE 2014) N° 18 : Liste des membres visés par l'incompatibilité portée par l'article 24bis, §6, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et des choix opérés en application de l'article 4 du décret spécial de la Région wallonne du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon.



COMPOSITION

Président



André ANTOINE
cdH
Province du
Brabant wallon
Circonscription de
Nivelles

Groupe PS



Pierre-Yves DERMAGNE
Province de
Namur
Circonscription de
Dinant-Philippeville

	Véronique BONNI Province de Liège Circonscription de Verviers		Anne LAMBELIN Province du Brabant wallon Circonscription de Nivelles		Edmund STOFFELS Province de Liège Circonscription de Verviers
	Christophe COLLIGNON Province de Liège Circonscription de Huy-Waremme		Bruno LEFEBVRE Province de Hainaut Circonscription de Tournai-Ath-Mouscron		Eliane TILLIEUX Province de Namur Circonscription de Namur
	Philippe COURARD Province de Luxembourg Circonscription de Arlon-Marche-Bastogne		Dimitri LEGASSE Province du Brabant wallon Circonscription de Nivelles		Graziana TROTTA Province de Hainaut Circonscription de Charleroi
	Jean-Pierre DENIS Province de Hainaut Circonscription de Tournai-Ath-Mouscron		Mauro LENZINI Province de Hainaut Circonscription de Liège		Christiane VIENNE Province de Hainaut Circonscription de Tournai-Ath-Mouscron
	Anthony DUFRANE Province de Hainaut Circonscription de Charleroi		Jean-Charles LUPERTO Province de Namur Circonscription de Namur		Olga ZRIHEN Province de Hainaut Circonscription de Soignies
	Jean-Marc DUPONT Province de Hainaut Circonscription de Mons		Nicolas MARTIN Province de Hainaut Circonscription de Mons		
	Paul FURLAN Province de Hainaut Circonscription de Thuin		Christie MORREALE Province de Liège Circonscription de Liège		
	Latifa GAHOUCI Province de Hainaut Circonscription de Charleroi		Maurice MOTTARD Province de Liège Circonscription de Liège		
	Déborah GERADON Province de Liège Circonscription de Liège		Alain ONKELINX Province de Liège Circonscription de Liège		
	Virginie GONZALEZ MOYANO Province de Hainaut Circonscription de Thuin		Sophie PECRIAUX Province de Hainaut Circonscription de Charleroi		
	Joëlle KAPOPOLE Province de Hainaut Circonscription de Mons		Christine POULIN Province de Namur Circonscription de Dinant-Philippeville		
	Serdar KILIC Province de Hainaut Circonscription de Charleroi		Patrick PREVOT Province de Hainaut Circonscription de Soignies		

Groupe MR



Jean-Paul WAHL
Province du Brabant wallon
Circonscription de Nivelles

	Jenny BALTUS-MOÏRES Province de Liège Circonscription de Verviers		Jordan GODFRIAUX Province du Brabant wallon Circonscription de Nivelles
	Philippe BRACAVAL Province de Hainaut Circonscription de Tournai-Ath-Mouscron		Laurent HENQUET Province de Namur Circonscription de Namur
	Laetitia BROGNIEZ Province de Namur Circonscription de Dinant-Philippeville		Philippe KNAEPEN Province de Hainaut Circonscription de Charleroi
	Fabian CULOT Province de Liège Circonscription de Liège		Patrick LECERF Province de Liège Circonscription de Huy-Waremme
	Christine DEFRAIGNE Province de Liège Circonscription de Liège		Carine LECOMTE Province de Luxembourg Circonscription de Arlon-Marche-Bastogne
	Olivier DESTREBECCQ Province de Hainaut Circonscription de Soignies		Lyseline LOUVIGNY Province du Brabant wallon Circonscription de Nivelles
	Magali DOCK Province de Liège Circonscription de Huy-Waremme		Olivier MAROY Province du Brabant wallon Circonscription de Nivelles
	Philippe DODRIMONT Province de Liège Circonscription de Liège		Gilles MOUYARD Province de Namur Circonscription de Namur
	Véronique DURENNE Province de Hainaut Circonscription de Tournai-Ath-Mouscron		Marie-Françoise NICAISE Province de Hainaut Circonscription de Thuin
	Yves EVRARD Province de Luxembourg Circonscription de Neufchâteau-Virton		Patricia POTIGNY Province de Hainaut Circonscription de Charleroi
	Jacqueline GALANT Province de Hainaut Circonscription de Mons		Nicolas TZANETATOS Province de Hainaut Circonscription de Charleroi
	Charles GARDIER Province de Liège Circonscription de Verviers		Valérie WARZEE-CAVERENNE Province de Namur Circonscription de Dinant-Philippeville



Groupe
cdH



Groupe
ECOLO



PTB-GO !



Indépendant



Greffier



B. GROUPES POLITIQUES

Les 75 sièges se répartissent comme suit :



■ PS (30) ■ MR (25) ■ cdH (13) ■ Ecolo (4) ■ PTB-GO (2) ■ Indépendant (1)

Les groupes politiques ont désigné en leur sein un président :

Groupe PS Pierre-Yves DERMAGNE¹

Groupe MR M. Jean-Paul WAHL²

Groupe cdH M. Dimitri FOURNY

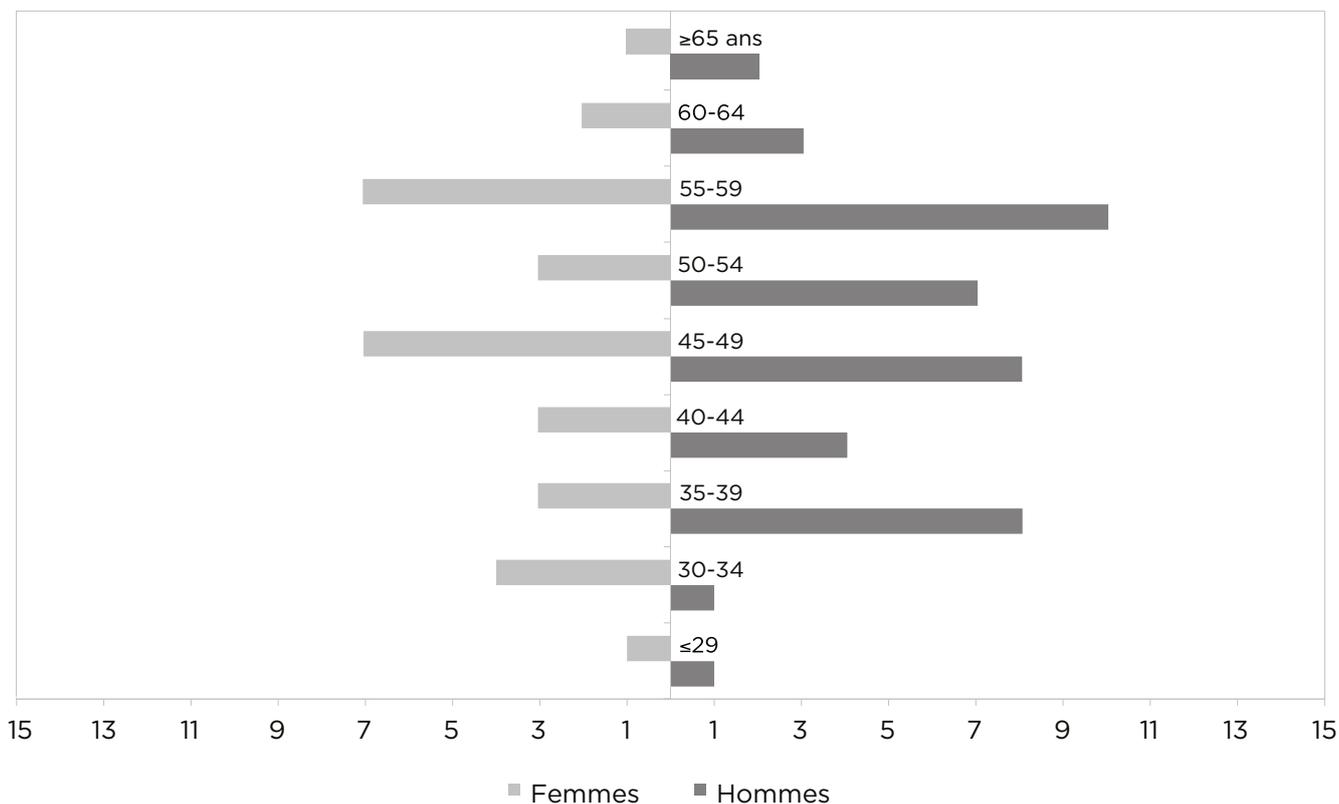
Groupe Ecolo M. Stéphane HAZEE

¹ En remplacement de M. Christophe COLLIGNON, le 6 septembre 2017.

² En remplacement de M. Pierre-Yves JEHOLET, le 28 juillet 2017.

PYRAMIDE DES ÂGES

L'âge moyen des députés wallons est de 48,6 ans.





RÉPARTITION PAR SEXE

Au terme de la session 2016-2017, le Parlement de Wallonie compte 31 députées (soit 41 % de représentation féminine).

Au sein des groupes politiques du Parlement de Wallonie, la représentation des femmes est la suivante :

- pour le Groupe PS : 13 sur un total de 30 membres (soit 43 %) ;
- pour le Groupe MR : 11 sur un total de 25 membres (soit 44 %) ;
- pour le Groupe cdH : 6 sur un total de 13 membres (soit 46 %) ;
- pour le Groupe Ecolo : 1 sur un total de 4 membres (soit 25 %).

C. STATUT DES PARLEMENTAIRES

Les députés qui sont titulaires d'un mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre ou de président d'un centre public d'action sociale doivent remplir une déclaration de mandats pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie et la communiquer avant le 30 juin au Bureau du Parlement de Wallonie (art. L5111-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Un rapport est rédigé et présenté par le Bureau en application de l'article 2 du décret du 19 juin 2008 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Pour les revenus de l'année 2015, ce rapport a été publié le 9 février 2017 (Doc. 747 (2016-2017) N° 1).

D. RAPPORT D'ACTIVITÉS POLITIQUES

À la clôture des travaux de la session, chaque député peut déposer un rapport reprenant l'ensemble de ses activités parlementaires. Il s'agit notamment des propositions de décret, de résolution ou de motion dont le député est signataire mais également des missions et visites auxquelles il a participé. Outre l'intitulé des questions recevables adressées au Gouvernement et celui des déclarations d'intérêt régional développées, le rapport peut également présenter d'autres activités menées par le mandataire.

Pour la session 2015-2016, 55 parlementaires ont déposé un rapport d'activités politiques.





ORGANISATION

A. RÈGLEMENT DU PARLEMENT DE WALLONIE

Une proposition de modifications du Règlement a été déposée et adoptée le 28 juillet 2017 (Doc. 879 (2014-2015) N° 1 et 2) afin de permettre au Parlement de Wallonie de réduire le nombre de membres composant son Bureau ainsi que ses commissions.

B. ORGANES DE GESTION

BUREAU

Le Bureau :

- règle les questions administratives et financières concernant les députés. Il règle les questions administratives, financières et judiciaires concernant l'organisation interne du Parlement de Wallonie, son greffe et ses organes ;
- adopte les modalités d'application du statut des députés et des anciens députés ;
- nomme les membres du personnel, à l'exception du greffier. Il arrête l'organigramme du greffe ;
- représente le Parlement de Wallonie dans les actes extrajudiciaires, à la diligence du mandataire qu'il désigne ;
- rédige des projets d'adresse.

Au terme de la session 2016-2017, le Bureau du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

Président M. André ANTOINE

Premier Vice-Président M. Christophe COLLIGNON¹

Vice-Présidente Mme Jacqueline GALANT²

Secrétaires Mme Sophie PECRIAUX³
M. Jean-Paul WAHL

Greffier M. Frédéric JANSSENS

¹ En remplacement de Mme Sophie PECRIAUX le 6 septembre 2017, remplaçante de M. Jean-Luc CRUCKE le 28 juillet 2017

² En remplacement de M. Alain ONKELINX, le 28 juillet 2017

³ En remplacement de M. Alain ONKELINX le 6 septembre 2017, remplaçant de M. Christophe COLLIGNON le 28 juillet 2017

Au cours de la session 2016-2017, le Bureau s'est réuni à 29 reprises.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus.

Les présidents de commissions permanentes sont invités aux réunions pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission. Le Ministre-Président du Gouvernement est invité à participer aux réunions de la Conférence des présidents ; il peut s'y faire représenter par un autre membre du Gouvernement.

La Conférence des présidents statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement et arrête l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités. Elle statue également sur la recevabilité des interpellations et questions orales.

Au terme de la session 2016-2017, la Conférence des présidents du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

Président	M. André ANTOINE
Premier Vice-Président	M. Christophe COLLIGNON ¹
Vice-Présidente	Mme Jacqueline GALANT ²
Secrétaire	Mme Sophie PECRIAUX ³
Président du Groupe PS	M. Pierre-Yves DERMAGNE ⁴
Secrétaire et Président du Groupe MR	M. Jean-Paul WAHL ⁵
Président du Groupe cdH	M. Dimitri FOURNY
Président du Groupe Ecolo	M. Stéphane HAZEE ⁶

¹ En En remplacement de Mme Sophie PECRIAUX le 6 septembre 2017, remplaçante de M. Jean-Luc CRUCKE le 28 juillet 2017

² En remplacement de M. Alain ONKELINX, le 28 juillet 2017

³ En remplacement de M. Alain ONKELINX le 6 septembre 2017, remplaçant de M. Christophe COLLIGNON le 28 juillet 2017

⁴ En remplacement de M. Christophe COLLIGNON, le 6 septembre 2017

⁵ En remplacement de M. Pierre-Yves JEHOLET comme Président du Groupe MR, le 28 juillet 2017

⁶ Invité en application de la décision de la Conférence des présidents du 9 septembre 2015

Au cours de la session 2016-2017, la Conférence des présidents a été réunie à 14 reprises.

S'y ajoutent 24 réunions du Bureau élargi. Le Bureau élargi est composé des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus. Il assure les fonctions de la Conférence des présidents entre deux réunions de celle-ci.



C. GREFFE

LE GREFFIER

Le greffier prend place au Bureau et assiste le président du Parlement en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets, les réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il dresse acte des délibérations du Parlement et le procès-verbal des séances plénières, des comités secrets et des réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il assume l'exécution des décisions du Parlement et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, des commissions et des comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

Il a la garde des archives du Parlement.

Enfin, au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement et son personnel.

Ces services sont composés de 108 agents au 1^{er} janvier 2017.

PRINCIPAUX SERVICES DU GREFFE

DIRECTION DE L'ACTION PARLEMENTAIRE

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires.

Concrètement, elle permet aux députés d'effectuer leur travail législatif, d'exercer le contrôle du Gouvernement et de formuler des propositions de résolutions en assurant la gestion des documents, en organisant les réunions et en établissant les comptes-rendus.

DIRECTION DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives, découlant notamment de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services du Greffe pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du Greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficacité et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

Elle apporte un soutien matériel aux parlementaires.

DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES

La Direction des relations internationales apporte son appui aux actions de diplomatie parlementaire, aux missions d'information des parlementaires et à la participation du Parlement au bon fonctionnement de l'Union européenne.

D. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses du Parlement pour l'année 2017 ont été estimées à 60 543 650 euros. Le montant de la dotation du Gouvernement au Parlement pour l'année 2017 s'élève à 57 686 000 euros.

Pour plus de détails, il convient de se référer aux documents parlementaires suivants :

- Doc. 627 (2016-2017) N° 1 Annexe 2 du 25 octobre 2016 (projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017 - Exposé particulier afférent aux compétences du Ministre-Président du Gouvernement wallon, p. 14-15), adopté le 21 décembre 2016 ;
- Doc. 677 (2016-2017) N° 1 du 21 novembre 2016 (projet de budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2017), adopté le 21 décembre 2016.



E. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION

Le Greffe du Parlement de Wallonie est la seule administration parlementaire dont l'organisation de toutes les activités est certifiée conforme à la norme managériale ISO 9001:2008.

Son système intégré de management par la Qualité (SMQI) est en cours d'adaptation aux dispositions de la norme ISO 9001:2015.

Cette reconnaissance internationale confirme les orientations client, obligation de résultat et efficience au bénéfice des parlementaires, du grand public, des fournisseurs critiques et des membres du personnel du Greffe qui animent le SMQI.

La certification obtenue porte sur les activités suivantes :

- organisation du travail législatif et budgétaire des députés wallons ;
- organisation du travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons ;
- organisation de l'expression des députés wallons sur des problèmes de société ;
- organisation de la contribution du Parlement de Wallonie au bon fonctionnement de l'Union européenne ;
- organisation des relations internationales du Parlement de Wallonie ;
- publicité et archivage des travaux du Parlement de Wallonie ;
- services aux parlementaires et aux groupes parlementaires ;
- relations du Parlement de Wallonie avec la société ;
- gestion administrative, matérielle et financière du Parlement de Wallonie et du Greffe.

Soucieux de limiter les impacts de ses activités sur l'environnement mais aussi d'assurer à l'ensemble de ses interlocuteurs une information en tout temps disponible, complète et fiable, le Greffe du Parlement de Wallonie prépare sa certification à la norme environnementale ISO 14001:2015 et à la norme ISO 27001:2013 de sécurité des systèmes d'information.

Les enquêtes annuelles de satisfaction qu'il organise auprès de l'ensemble de ses interlocuteurs (parties prenantes) lui assurent une connaissance approfondie de ceux-ci et de leurs attentes, ainsi que l'énoncent les chapitres communs des normes ISO.



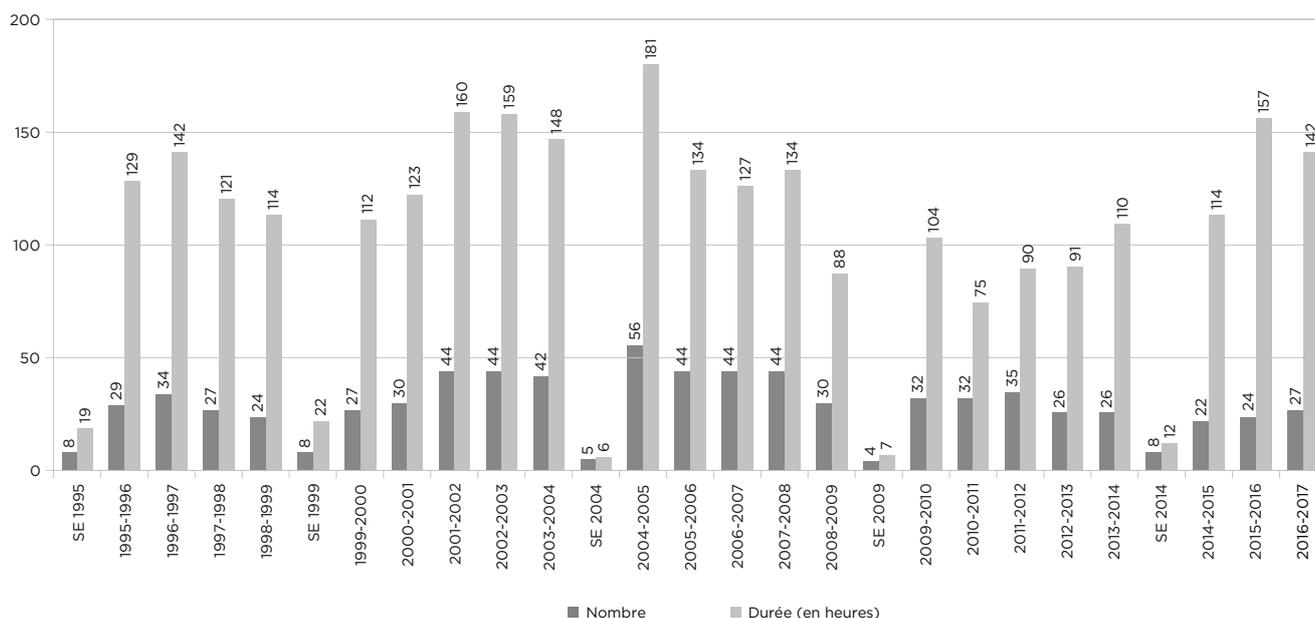


TRAVAIL PARLEMENTAIRE

A. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS

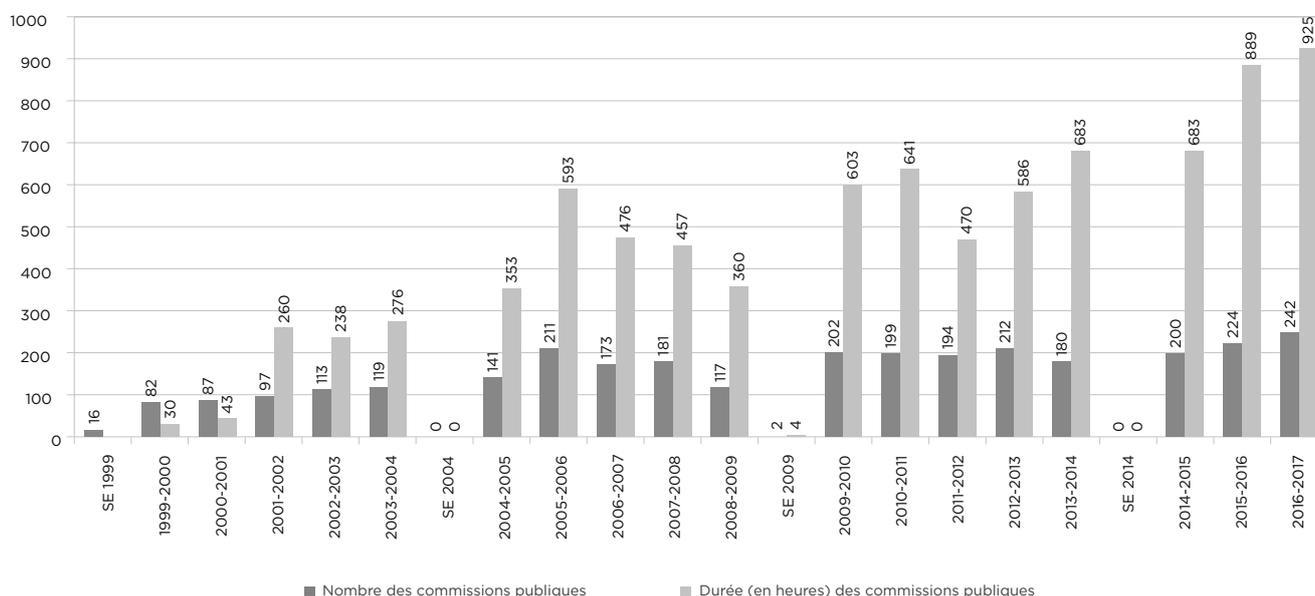
LES SÉANCES PLÉNIÈRES

Du 21 septembre 2016 au 19 septembre 2017, les députés se sont réunis à 27 reprises en séance plénière, durant un total de 142 heures et 51 minutes.



LES RÉUNIONS DE COMMISSIONS ET DE COMITÉ

La session 2016-2017 a compté 242 réunions publiques de commissions et de comité pour un total de 925 heures et 26 minutes ainsi que 36 réunions de commissions et sous-commission à huis-clos pour un total de 22 heures et 25 minutes.



B. COMMISSIONS ET COMITÉS

B.1. COMMISSIONS ET COMITÉS INSTALLÉS ANTÉRIEUREMENT AU 28 JUILLET 2017

Un nouveau Gouvernement a été élu par le Parlement le 28 juillet 2017, ce qui a conduit à la modification du nombre et des compétences des commissions permanentes (cf. infra point D).

Jusqu'à cette date, les commissions, sous-commission, comités et groupe de travail étaient composés de la façon suivante :

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Président M. Nicolas TZANETATOS*

Vice-Présidente Mme Véronique DURENNE*

Vice-Président M. Nicolas MARTIN*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Véronique DURENNE	M. Josy ARENS
M. Christophe COLLIGNON	Mme Carine LECOMTE	Mme Isabelle STOMMEN ¹
Mme Latifa GAHOUCHE	Mme Patricia POTIGNY	
M. Nicolas MARTIN	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Christie MORREALE		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. Dimitri FOURNY
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Yves EVRARD	Mme Marie-Dominique SIMONET
Mme Anne LAMBELIN	M. Laurent HENQUET	
M. Jean-Charles LUPERTO	Mme Lyseline LOUVIGNY ²	
M. Maurice MOTTARD		
Mme Sophie PECRIAUX		

La commission s'est réunie à 23 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 42 heures et 3 minutes.

* Désignation en date du 3 octobre 2016

¹ En remplacement de Mme Véronique SALVI, le 5 octobre 2016

² En remplacement de M. Christophe DISTER, le 18 janvier 2017

SOUS-COMMISSION DE CONTRÔLE DES LICENCES D'ARMES

Président M. Nicolas TZANETATOS*

Vice-Présidente Mme Carine LECOMTE*

Vice-Présidente Mme Véronique BONNI*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Carine LECOMTE	Mme Isabelle STOMMEN ¹
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Christie MORREALE	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Olga ZRIHEN		

La sous-commission s'est réunie à huis-clos à 1 reprise lors de la session 2016-2017 pour une durée de 27 minutes.

* Désignation en date du 19 décembre 2016

¹ En remplacement de Mme Véronique SALVI, le 19 décembre 2016

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Présidente Mme Joëlle KAPOMPOLE*

Vice-Président M. Philippe KNAEPEN*

Vice-Présidente Mme Véronique DURENNE*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Valérie DE BUE ³	Mme Clotilde LEAL LOPEZ ³
Mme Joëlle KAPOMPOLE	Mme Véronique DURENNE	Mme Véronique SALVI
M. Nicolas MARTIN	M. Philippe KNAEPEN	
M. Alain ONKELINX	M. Jean-Paul WAHL	
Mme Sophie PECRIAUX		
Mme Christiane VIENNE		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Eddy FONTAINE ¹	M. Fabian CULOT ²	M. Benoît DREZE
Mme Anne LAMBELIN	Mme Carine LECOMTE	Mme Isabelle MOINET
M. Bruno LEFEBVRE	M. Olivier MAROY	
M. Vincent SAMPAOLI	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Graziana TROTTA		
Mme Olga ZRIHEN		

La commission s'est réunie à 22 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 109 heures et 20 minutes.

* Désignation en date du 4 octobre 2016

¹ En remplacement de M. François DEVILLERS, le 8 mars 2017

² En remplacement de Mme Virginie DEFRANG-FIRKET, le 28 juin 2017

³ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Président M. Philippe DODRIMONT*

Vice-Président M. Vincent SAMPAOLI*

Vice-Présidente Mme Marie-Dominique SIMONET**

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Christine DEFRAIGNE	Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Eddy FONTAINE ²	M. Olivier DESTREBECQ	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Anne LAMBELIN	M. Philippe DODRIMONT	
M. Mauro LENZINI	M. Yves EVRARD	
Mme Christie MORREALE		
M. Vincent SAMPAOLI ⁴		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. François DESQUESNES
M. Philippe COURARD	Mme Lyseline LOUVIGNY ¹	Mme Mathilde VANDORPE
M. Jean-Marc DUPONT	M. Gilles MOUYARD	
M. Paul FURLAN ³	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	
M. Serdar KILIC		
Mme Sophie PECRIAUX		

La commission s'est réunie à 18 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 57 heures et 15 minutes.

* Désignation en date du 4 octobre 2016, jusqu'au 28 juillet 2017

** Désignation en date du 4 octobre 2016

¹ En remplacement de Mme Magali DOCK, le 18 janvier 2017

² Du 7 mars 2017 au 28 juillet 2017, en remplacement de Mme Christine POULIN

³ Du 8 mars 2017 au 28 juillet 2017, en remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE

⁴ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Présidente Mme Virginie GONZALEZ MOYANO*

Vice-Présidente Mme Mathilde VANDORPE**

Vice-Président M. Dimitri LEGASSE ***

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Benoît DREZE
M. Bruno LEFEBVRE	M. Laurent HENQUET	Mme Mathilde VANDORPE
M. Dimitri LEGASSE	Mme Marie-Françoise NICAISE	
M. Patrick PREVOT	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Graziana TROTTA		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	M. Jean-Luc CRUCKE ²	M. Pascal BAURAIN
M. Anthony DUFRANE ¹	Mme Valérie DE BUE ²	Mme Véronique WAROUX
Mme Latifa GAHOUCI	M. Olivier DESTREBECQ	
Mme Déborah GERADON	M. Pierre-Yves JEHOLET ²	
Mme Joëlle KAPOMPOLE		
Mme Christie MORREALE		

La commission s'est réunie à 18 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 67 heures et 21 minutes.

* En remplacement de Mme Olga ZRIHEN, le 21 mars 2017

** Désignation en date du 4 octobre 2016

*** En remplacement de Mme Virginie GONZALEZ MOYANO, le 21 mars 2017

¹ En remplacement de M. François DEVILLERS, le 8 mars 2017

² Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Présidente Mme Déborah GERADON*

Vice-Président M. Philippe DODRIMONT**

Vice-Président M. Jean-Pierre DENIS**

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Valérie DE BUE ²	M. Pascal BAURAIN
M. Paul FURLAN ¹	M. Philippe DODRIMONT	Mme Véronique WAROUX
Mme Déborah GERADON	M. Patrick LECERF	
M. Mauro LENZINI	M. Olivier MAROY	
M. Vincent SAMPAOLI ²		
M. Edmund STOFFELS		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. François DESQUESNES
M. Serdar KILIC	M. Philippe KNAEPEN	Mme Véronique SALVI
M. Dimitri LEGASSE	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Christie MORREALE	M. Jean-Paul WAHL	
M. Alain ONKELINX		
Mme Graziana TROTTA		

La commission s'est réunie à 23 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 107 heures et 57 minutes.

* Désignation en date du 3 octobre 2016, en remplacement de M. Edmund STOFFELS

** Désignation en date du 3 octobre 2016

¹ En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 8 mars 2017

² Jusqu'au 28 juillet 2017



COMMISSION DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ÉNERGIE¹

Président M. Benoît DREZE*

Vice-Président M. Alain ONKELINX*

Vice-Président M. Laurent HENQUET*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Marc DUPONT	M. Jean-Luc CRUCKE ⁴	M. Benoît DREZE
Mme Joëlle KAPOMPOLE	Mme Magali DOCK ³	M. Dimitri FOURNY
Mme Anne LAMBELIN	M. Laurent HENQUET	
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	
M. Alain ONKELINX		
Mme Christine POULIN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Philippe COURARD	M. Olivier DESTREBECQ	M. Pascal BAURAIN
Mme Déborah GERADON	Mme Jacqueline GALANT	Mme Clotilde LEAL LOPEZ ⁴
M. Patrick PREVOT	M. Pierre-Yves JEHOLET ⁴	
M. Edmund STOFFELS ²	Mme Marie-Françoise NICAISE	
Mme Christiane VIENNE		
Mme Olga ZRIHEN		

La commission s'est réunie à 22 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 81 heures et 23 minutes.

* Désignation en date du 3 octobre 2016

¹ Suite à la démission de M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie, et sur pied de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, cette commission a remplacé la Commission du budget et de la fonction publique

² En remplacement de Mme Latifa GAHOUCI, le 8 mars 2017

³ En remplacement de M. Philippe KNAEPEN, le 8 mars 2017

⁴ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES¹

Président M. Gilles MOUYARD*

Vice-Président M. Jean-Marc DUPONT**

Vice-Président M. Josy ARENS*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Fabian CULOT ⁴	M. Josy ARENS
M. Jean-Marc DUPONT	M. Philippe KNAEPEN ³	M. Dimitri FOURNY
Mme Déborah GERADON	M. Olivier MAROY	
M. Serdar KILIC	M. Gilles MOUYARD	
Mme Christine POULIN ²		
M. Edmund STOFFELS		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	Mme Clotilde LEAL LOPEZ ⁵
M. Dimitri LEGASSE	M. Jean-Luc CRUCKE ⁵	Mme Véronique WAROUX
M. Mauro LENZINI	Mme Jacqueline GALANT	
M. Maurice MOTTARD	M. Patrick LECERF	
M. Alain ONKELINX		
M. Patrick PREVOT		

La commission s'est réunie à 26 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 81 heures et 51 minutes.

* Désignation en date du 4 octobre 2016

** En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 7 mars 2017

¹ Suite à la démission de M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, et sur pied de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, cette commission a remplacé la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie

² En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 7 mars 2017

³ En remplacement de Mme Magali DOCK, le 8 mars 2017

⁴ En remplacement de Mme Virginie DEFRANG-FIRKET, le 28 juin 2017

⁵ Jusqu'au 28 juillet 2017



COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Présidente Mme Jacqueline GALANT*

Vice-Présidente Mme Graziana TROTTA*

Vice-Présidente Mme Isabelle MOINNET*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Philippe COURARD	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. François DESQUESNES
M. Anthony DUFRANE	M. Yves EVRARD	Mme Isabelle MOINNET
M. Eddy FONTAINE ²	Mme Jacqueline GALANT	
M. Maurice MOTTARD	Mme Lyseline LOUVIGNY ¹	
M. Patrick PREVOT		
Mme Graziana TROTTA		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Latifa GAHOUCI ³	Mme Jenny BALTUS-MÔRES	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	Mme Magali DOCK	Mme Mathilde VANDORPE
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Véronique DURENNE	
M. Nicolas MARTIN	M. Gilles MOUYARD	
Mme Christine POULIN		
M. Vincent SAMPAOLI ⁴		

La commission s'est réunie à 19 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 68 heures et 7 minutes.

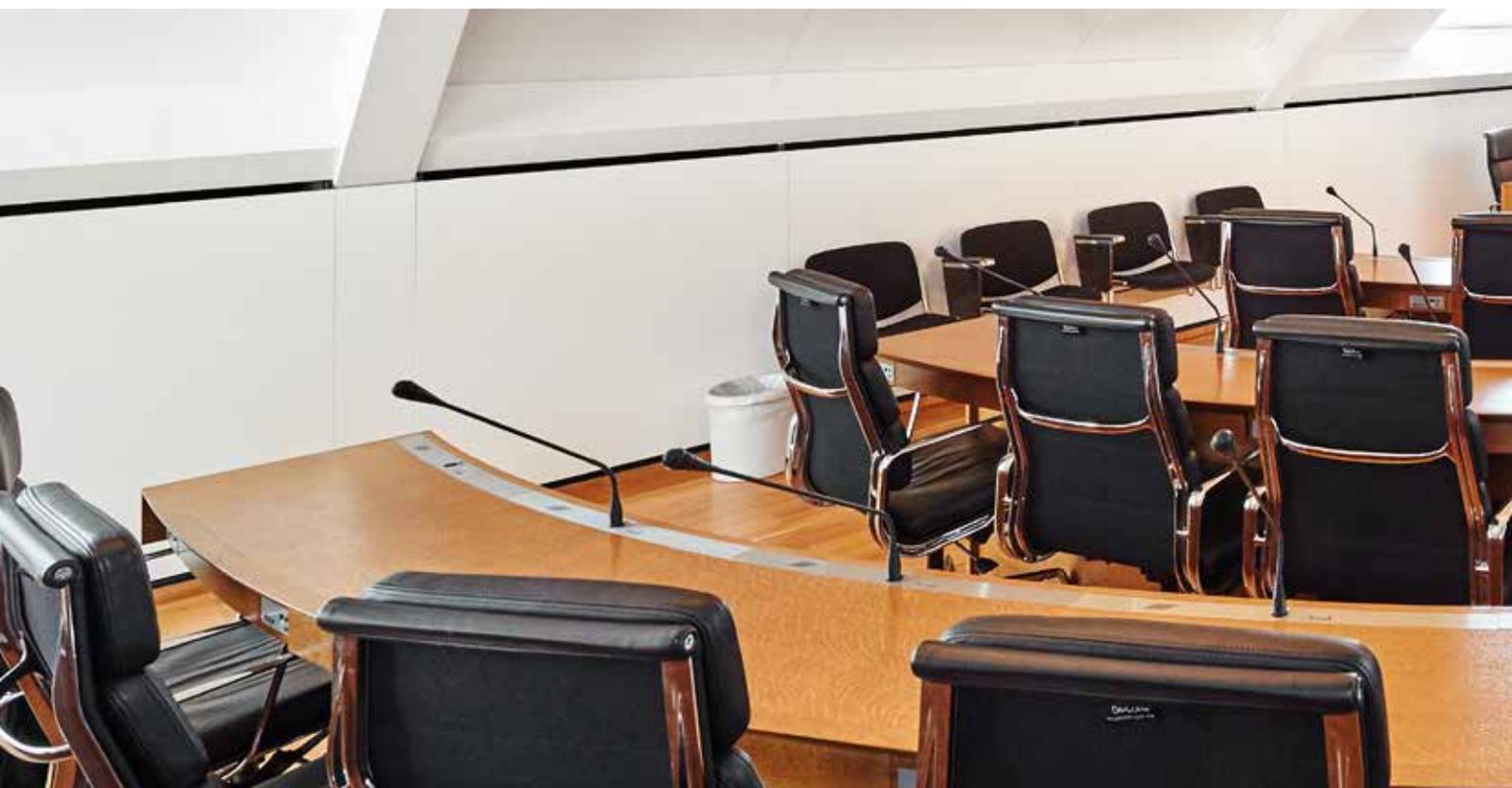
* Désignation en date du 3 octobre 2016

¹ En remplacement de Mme Virginie DEFRANG-FIRKET, le 18 janvier 2017, remplaçante de M. Christophe DISTER depuis le 5 octobre 2016

² En remplacement de M. François DEVILLERS, le 6 mars 2017

³ En remplacement de M. Edmund STOFFELS, le 8 mars 2017

⁴ Jusqu'au 28 juillet 2017



COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Président M. André ANTOINE*

Vice-Président M. Gilles MOUYARD*

Vice-Président M. Dimitri LEGASSE*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE ²	M. Dimitri FOURNY
M. Jean-Marc DUPONT ¹	M. Pierre-Yves JEHOLET ²	Mme Mathilde VANDORPE
Mme Latifa GAHOUCI	M. Gilles MOUYARD	
Mme Déborah GERADON	M. Jean-Paul WAHL	
M. Dimitri LEGASSE		
Mme Christie MORREALE		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Véronique DURENNE	M. Josy ARENS
Mme Anne LAMBELIN	Mme Jacqueline GALANT	M. Benoît DREZE
M. Bruno LEFEBVRE	M. Philippe KNAEPEN	
Mme Sophie PECRIAUX	Mme Carine LECOMTE	
M. Patrick PREVOT		
M. Edmund STOFFELS		

La commission spéciale ne s'est pas réunie lors de la session 2016-2017.

* Désignation en date du 28 mai 2015

¹ En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 8 mars 2017

² Jusqu'au 28 juillet 2017



COMMISSION DE COOPÉRATION

Président M. André ANTOINE*

Vice-Présidente Mme Véronique BONNI*

Vice-Présidente Mme Jenny BALTUS-MÖRES*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. André ANTOINE
M. Christophe COLLIGNON	Mme Carine LECOMTE	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Christie MORREALE	M. Gilles MOUYARD	
M. Maurice MOTTARD	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Christine POULIN		
M. Edmund STOFFELS		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Valérie DE BUE ³	M. Josy ARENS
Mme Déborah GERADON	Mme Lyseline LOUVIGNY ¹	M. Dimitri FOURNY
Mme Anne LAMBELIN	M. Olivier MAROY	
M. Mauro LENZINI	Mme Marie-Françoise NICAISE	
M. Jean-Charles LUPERTO ²		
M. Alain ONKELINX		

La commission s'est réunie 2 fois lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 3 heures et 31 minutes.

* Désignation en date du 11 mai 2017

¹ En remplacement de M. Christophe DISTER, le 18 janvier 2017

² En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 8 mars 2017

³ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS

Cette commission de sept membres tirés au sort est chargée de la vérification des pouvoirs en cas d'élection partielle ou d'admission d'un membre suppléant.

Président M. Jean-Paul WAHL*

MEMBRES
M. Olivier DESTREBECQ
Mme Véronique DURENNE
Mme Latifa GAHOUCI
M. André-Pierre PUGET
Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Edmund STOFFELS
M. Jean-Paul WAHL

La commission s'est réunie à huis-clos à 4 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 27 minutes.

* Désignation en date du 24 mai 2016

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DES COMMUNICATIONS

Cette commission est chargée du contrôle des dépenses électorales engagées par les candidats, les listes et les partis pour les élections communales et provinciales d'une part et pour les élections régionales d'autre part. Elle examine par ailleurs les réclamations déposées à l'encontre de candidats à ces différentes élections.

La commission a également pour mission de contrôler les communications et campagnes d'information du président du Parlement de Wallonie, du Gouvernement wallon, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics.

Président M. André ANTOINE

Vice-Président M. Bruno LEFEBVRE*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE ³	M. André ANTOINE
M. Philippe COURARD	Mme Magali DOCK	M. Dimitri FOURNY
M. Serdar KILIC ²	M. Olivier MAROY	
Mme Anne LAMBELIN	M. Jean-Paul WAHL	
M. Bruno LEFEBVRE		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	M. Pierre-Yves JEHOLET ³	M. Josy ARENS
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Philippe KNAEPEN	M. François DESQUESNES
M. Dimitri LEGASSE	Mme Lyseline LOUVIGNY ¹	
Mme Christie MORREALE	M. Gilles MOUYARD	
Mme Christine POULIN		
Mme Christiane VIENNE		

La commission s'est réunie à huis-clos à 20 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 4 heures et 23 minutes.

* En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 26 janvier 2017

¹ En remplacement de M. Christophe DISTER, le 18 janvier 2017

² En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 8 mars 2017

³ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION DES POURSUITES

Cette commission se réunit à huis-clos et est chargée d'examiner les demandes de suspension de détention d'un député, les demandes d'autorisation des poursuites introduites à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon, les demandes de suspension des poursuites qui sont déjà engagées ou les demandes de règlement de la procédure à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon dont est saisie l'assemblée.

Président M. Patrick PREVOT*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Pierre-Yves JEHOLET ²	M. François DESQUESNES
M. Dimitri LEGASSE	M. Nicolas TZANETATOS	M. Dimitri FOURNY
M. Patrick PREVOT	M. Jean-Paul WAHL	
Mme Christiane VIENNE ¹		

La commission s'est réunie à huis-clos à 4 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 2 heures et 18 minutes.

* Désignation en date du 20 avril 2017, en remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE

¹ En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 8 mars 2017

² Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES

Président M. André ANTOINE

Vice-Président M. Serdar KILIC*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. André ANTOINE
M. Serdar KILIC ¹	M. Fabian CULOT ³	Mme Marie-Dominique SIMONET
Mme Anne LAMBELIN	Mme Valérie DE BUE ²	
M. Dimitri LEGASSE	Mme Magali DOCK	
M. Vincent SAMPAOLI ⁴		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Christine DEFRAIGNE	M. François DESQUESNES
M. Anthony DUFRANE	M. Olivier DESTREBECK	Mme Isabelle MOINET
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Yves EVRARD	
M. Nicolas MARTIN	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Christie MORREALE		
Mme Graziana TROTTA		

La commission s'est réunie à 21 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 56 heures et 54 minutes.

* Désignation en date du 10 novembre 2016, en remplacement de M. Hicham IMANE

¹ En remplacement de M. Hicham IMANE, le 10 novembre 2016

² du 18 janvier 2017 au 28 juillet 2017, en remplacement de Mme Jacqueline GALANT

³ En remplacement de Mme Virginie DEFRAING-FIRKET, le 28 juin 2017

⁴ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Présidente Mme Sophie PECRIAUX**

Vice-Présidente Mme Laetitia BROGNIEZ*

Vice-Présidente Mme Jenny BALTUS-MÖRES*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Pascal BAURAIN
Mme Anne LAMBELIN	Mme Laetitia BROGNIEZ	Mme Clotilde LEAL LOPEZ ⁵
M. Bruno LEFEBVRE	M. Fabian CULOT ⁴	
M. Mauro LENZINI ²	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Sophie PECRIAUX		
M. Patrick PREVOT		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Véronique DURENNE	M. Benoît DREZE
M. Eddy FONTAINE ³	M. Laurent HENQUET	Mme Mathilde VANDORPE
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	Mme Lyseline LOUVIGNY ¹	
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Nicolas TZANETATOS	
M. Alain ONKELINX		
Mme Graziana TROTTA		

La commission s'est réunie à 5 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 6 heures et 49 minutes.

* Désignation en date du 10 novembre 2016

** Désignation en date du 9 mars 2017, en remplacement de Mme Anne LAMBELIN

¹ En remplacement de M. Christophe DISTER, le 18 janvier 2017

² En remplacement de Mme Christie MORREALE, le 8 mars 2017

³ Du 8 mars 2017 au 28 juillet 2017, en remplacement de M. François DEVILLERS

⁴ En remplacement de Mme Virginie DEFRANG-FIRKET, le 28 juin 2017

⁵ Jusqu'au 28 juillet 2017



COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA TRANSPARENCE ET LE FONCTIONNEMENT DU GROUPE PUBLIFIN

Président M. Pascal BAURAIN*

Vice-Présidente Mme Olga ZRIHEN*

Vice-Président M. Dimitri FOURNY*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE ¹	M. Pascal BAURAIN
M. Jean-Marc DUPONT	M. Olivier DESTREBECK	M. Dimitri FOURNY
M. Bruno LEFEBVRE	M. Pierre-Yves JEHOLET ¹	
M. Dimitri LEGASSE	M. Gilles MOUYARD	
M. Patrick PREVOT		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	M. Laurent HENQUET	Mme Isabelle MOINET
M. Eddy FONTAINE ¹	M. Olivier MAROY	Mme Véronique SALVI
M. Serdar KILIC	Mme Patricia POTIGNY	
M. Nicolas MARTIN	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Christine POULIN		
M. Edmund STOFFELS		

La commission spéciale s'est réunie à 3 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 5 heures et 52 minutes. La résolution visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin, adoptée en séance plénière le 15 février 2017 (Doc. 742 (2016-2017) - N° 4), a mis fin aux travaux de la commission spéciale.

* Désignation en date du 2 février 2017

¹ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LA TRANSPARENCE ET LE FONCTIONNEMENT DU GROUPE PUBLIFIN

Présidente Mme Olga ZRIHEN*

Vice-Président M. Jean-Luc CRUCKE*

Vice-Président M. M. Patrick PREVOT*

Vice-Président M. Dimitri FOURNY*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Bruno LEFEBVRE	M. Jean-Luc CRUCKE	M. Pascal BAURAIN
M. Dimitri LEGASSE	M. Yves EVRARD	M. Dimitri FOURNY
Mme Christine POULIN	M. Olivier MAROY	
M. Patrick PREVOT	M. Gilles MOUYARD	
Mme Christiane VIENNE		
Mme Olga ZRIHEN		
MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE		
ECOLO	PTB-GO !	Indépendant
M. Stéphane HAZEE	M. Frédéric GILLOT	M. André-Pierre PUGET
MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	Mme Isabelle MOINET
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Marie-Françoise NICAISE	Mme Mathilde VANDORPE
M. Eddy FONTAINE	Mme Patricia POTIGNY	
M. Serdar KILIC	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	
M. Nicolas MARTIN		
M. Edmund STOFFELS		
MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE		
ECOLO	PTB-GO !	
Mme Hélène RYCKMANS	M. Ruddy WARNIER	

La commission d'enquête parlementaire s'est réunie à 29 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 174 heures et 16 minutes, dont 6 réunions à huis-clos pour une durée de 13 heures et 21 minutes.

Un rapport a été publié à la fin de ses travaux (Doc. 861 (2016-2017) - N° 1).

* Désignation en date du 16 février 2017



COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES PROJETS DE DÉCRET CONJOINTS DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE RELATIFS À LA RÉUTILISATION DES INFORMATIONS DU SECTEUR PUBLIC

Président..... M. Mauro LENZINI*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Benoît DREZE
M. Eddy FONTAINE ¹	M. Philippe DODRIMONT	Mme Véronique WAROUX
M. Mauro LENZINI	M. Yves EVRARD	
M. Vincent SAMPAOLI		

La commission s'est réunie à 1 reprise lors de la session 2016-2017, pendant 1 heure et 53 minutes.

* Désignation en date du 11 juillet 2017

¹ Jusqu'au 28 juillet 2017

RÉUNIONS CONJOINTES DE COMMISSIONS

Des commissions se sont réunies conjointement à 6 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 18 heures et 28 minutes. Il s'agit des réunions suivantes :

Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé et Commission de l'économie et de l'innovation (1 réunion, 1 heure) sur la Proposition de résolution visant à la mise en place d'une filière de silver économie en Wallonie au service des aînés pour une vie de qualité, déposée par MM. Fourny, Collignon, Crucke, Daele, Mmes Salvi et Simonet (Doc. 570 (2015-2016) N° 1) et la Mission d'étude d'une délégation de la Commission de l'économie et de l'innovation sur le thème de la silver économie du 30 novembre au 1er décembre 2016 à Ivry-Sur-Seine (France) - Rapport présenté en application de l'article 165 du règlement par M. Evrard (Doc. 718 (2016-2017) N° 1) : le 21 mars 2017 (CRIC 137 (2016-2017)) ;

Commission de l'économie et de l'innovation et Commission des pouvoirs locaux, du logement et des infrastructures sportives (1 réunion, 4 heures et 30 minutes) sur le Rapport d'audit du groupe Publifin commandé par le Gouvernement wallon : le 11 juillet 2017 (CRIC 228 (2016-2017)) ;

Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports et Commission de l'agriculture et du tourisme (3 réunions, 9 heures et 46 minutes) sur la Proposition de résolution visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie, déposée par Madame Morreale, Messieurs Courard, Mottard, Madame Kapompole et Monsieur Devillers (Doc. 256 (2014-2015) N° 1) : le 5 décembre 2016 (CRIC 52 (2016-2017)), le 2 février 2017 (CRIC 96 (2016-2017)), le 4 mai 2017 (CRIC 168 (2016-2017)) ;

Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé du Parlement de Wallonie, Commission de l'éducation et de la Commission de la culture et de l'enfance du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Commission des affaires sociales du Parlement francophone bruxellois (1 réunion, 3 heures et 12 minutes) sur le Plan transversal Autisme : le 25 janvier 2017 (CRIC 87 (2016-2017)).

B.2. COMMISSIONS ET COMITÉS INSTALLÉS POSTÉRIEUREMENT AU 28 JUILLET 2017

Un nouveau Gouvernement a été élu par le Parlement le 28 juillet 2017, ce qui a conduit à la modification du nombre et des compétences des commissions permanentes (cf. infra point D).

Seules deux commissions permanentes se sont réunies avant la fin de la session 2016-2017. Il s'agit de la Commission du budget, de l'énergie et du climat et de la Commission de l'agriculture, du tourisme et du patrimoine.

Ces commissions étaient composées de la façon suivante :

COMMISSION DU BUDGET, DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT

Président M. Jean-Marc DUPONT*

Vice-Président N.

Vice-Président N.

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Benoît DREZE
M. Paul FURLAN	M. Olivier DESTREBECQ	M. Dimitri FOURNY
Mme Joëlle KAPOMPOLE	Mme Magali DOCK	
M. Edmund STOFFELS	M. Philippe KNAEPEN	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	M. Philippe BRACAVAL	M. François DESQUESNES
M. Bruno LEFEBVRE	M. Charles GARDIER	Mme Véronique WAROUX
M. Patrick PREVOT	M. Jean-Paul WAHL	
Mme Christiane VIENNE	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	

La commission s'est réunie à 2 reprises lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 3 heures et 17 minutes.

* Désignation en date du 6 septembre 2017

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE

Président M. Alain ONKELINX*

Vice-Président M. François DESQUESNES*.

Vice-Présidente Mme Jacqueline GALANT*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Maurice MOTTARD	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. Josy ARENS
M. Alain ONKELINX	Mme Jacqueline GALANT	M. François DESQUESNES
Mme Christine POULIN	M. Charles GARDIER	
M. Patrick PREVOT	M. Jordan GODFRIAUX	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Philippe COURARD	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Maxime PREVOT
M. Jean-Pierre DENIS	M. Fabian CULOT	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Christie MORREALE	M. Yves EVRARD	
M. Edmund STOFFELS	M. Gilles MOUYARD	

La commission s'est réunie à 1 reprise lors de la session 2016-2017 pour une durée totale de 5 heures et 10 minutes.

* Désignation en date du 6 septembre 2017

COMITÉS

COMITÉ « MÉMOIRE ET DÉMOCRATIE »

Présidente Mme Mathilde VANDORPE*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	Mme Valérie DE BUE ¹	Mme Véronique SALVI
M. Alain ONKELINX	M. Gilles MOUYARD	Mme Mathilde VANDORPE

Le comité s'est réuni à 9 reprises lors de la session 2016-2017, pour une durée totale de 2 heures et 42 minutes, dont 1 réunion à huis-clos d'une durée de 1 heure et 29 minutes.

* Désignation en date du 8 novembre 2016

¹ Jusqu'au 28 juillet 2017

COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC-PARLEMENT DE WALLONIE

Président M. André ANTOINE

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE ¹	M. André ANTOINE
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Olivier DESTREBECQ	M. Dimitri FOURNY
Mme Sophie PECRIAUX	M. Olivier MAROY	

Le comité s'est réuni à 1 reprise, à Québec, lors de la session 2016-2017.

¹ Jusqu'au 28 juillet 2017

GROUPES DE TRAVAIL

GRUPE DE TRAVAIL SUR LE THÈME DE LA CONSULTATION POPULAIRE

Président M. André ANTOINE

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Gilles MOUYARD	M. André ANTOINE
		M. Dimitri FOURNY
ECOLO	Indépendant	
M. Stéphane HAZEE	M. André-Pierre PUGET	

Le groupe de travail s'est réuni à 6 reprises lors de la session 2016-2017.

GRUPE DE TRAVAIL SUR LA TUTELLE ET LE FINANCEMENT PUBLIC DES CULTES PAR LES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES WALLONNES

Président M. Pierre-Yves JEHOLET*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	cdH	ECOLO
M. Jean-Marc DUPONT ¹	M. Pierre-Yves JEHOLET ²	M. Josy ARENS	M. Stéphane HAZEE

Le groupe de travail s'est réuni à 2 reprises lors de la session 2016-2017.

* Désignation en date du 20 décembre 2016

¹ En remplacement de M. Pierre-Yves DERMAGNE, le 26 janvier 2017

² Du 20 décembre 2016 au 28 juillet 2017



C. TRAVAIL LÉGISLATIF

TEXTES DÉPOSÉS, ADOPTÉS, REJETÉS OU RETIRÉS

Au cours de la législature 2014-2019, certains projets de décrets et propositions de décrets ont été déposés conjointement au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et au Parlement de Wallonie. Voir ci-dessous les documents Doc. 480 (2015-2016) N° 6, Doc. 481 (2015-2016) N° 6, Doc. 771 (2016-2017) N° 1, Doc. 772 (2016-2017) N° 1, Doc. 735 (2016-2017) N° 1 et Doc. 856 (2016-2017) N° 1.

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Document	Intitulé
Doc. 558 (2015-2016) N° 3	Proposition de décret modifiant le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques déposée par Madame Zrihen et Monsieur Arens, adoptée le 5 octobre 2016
Doc. 584 (2015-2016) N° 12	Projet de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, adopté le 23 novembre 2016
Doc. 585 (2015-2016) N° 9	Projet de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 23 novembre 2016
Doc. 601 (2016-2017) N° 17	Projet de décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et diverses dispositions relatives à la fonction consultative, adopté le 15 février 2017
Doc. 602 (2016-2017) N° 5	Projet de décret modifiant le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et diverses dispositions relatives à la fonction consultative, adopté le 15 février 2017
Doc. 640 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à préciser les modalités de remboursement des fonds structurels déposée par MM. Henry et Hazée
Doc. 651 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention de sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République tunisienne, signée le 28 mars 2013, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 652 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, signée à Espoo le 25 février 1991, fait à Kiev le 21 mai 2003, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 653 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à 1) l'amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signé à Sofia, le 27 février 2001 et 2) à l'amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signé à Cavtat, le 4 juin 2004, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 654 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention de Minamata sur le Mercure faite à Kumamoto le 10 octobre 2013, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 655 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à : 1) la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, faite à Londres le 30 novembre 1990 et au 2) Protocole de 2000 sur la préparation, la lutte et la coopération contre les événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses, fait à Londres le 15 mars 2000, adopté le 21 décembre 2016

Document	Intitulé
Doc. 656 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à : 1) la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'État du Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Doha le 6 novembre 2007 et 2) au Protocole, fait à Doha le 22 mars 2015, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'État du Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signé à Doha le 6 novembre 2007, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 657 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Hanoi le 12 mars 2012, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole, signés à Hanoi le 28 février 1996, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 658 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et les Bermudes en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 11 avril 2013 et à Hamilton le 23 mai 2013, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 659 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Jersey en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Londres le 13 mars 2014, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 660 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'avenant entre le Royaume de Belgique et la Confédération suisse modifiant la Convention du 28 août 1978 entre le Royaume de Belgique et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Bruxelles le 10 avril 2014, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 661 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Norvège tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude fiscale, et le Protocole, faits à Oslo le 23 avril 2014, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 662 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'État d'Israël, faite à Jérusalem, le 24 mars 2014, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 663 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention n° 170 de l'Organisation internationale du Travail concernant la sécurité dans l'utilisation des produits chimiques au travail, adoptée à Genève le 25 juin 1990, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 664 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du Travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, adoptée à Genève le 15 juin 2006, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 665 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie, fait à Bruxelles le 26 juin 2012, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 666 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de Paris, adopté à Paris, le 12 décembre 2015, adopté le 23 novembre 2016
Doc. 670 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret spécial portant modification de l'article 32, §1 ^{er} , alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, afin d'avancer la rentrée du Parlement wallon déposée par MM. Hazée et Jeholet
Doc. 706 (2016-2017) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de Partenariat et de Coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana le 21 décembre 2015
Doc. 707 (2016-2017) N° 1	Projet de décret portant assentiment, en ce qui concerne les matières de la Communauté française dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne, à l'Accord de Partenariat et de Coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana le 21 décembre 2015



Document	Intitulé
Doc. 708 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014, adopté le 15 février 2017
Doc. 709 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les compétences de la Communauté française dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne, à la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014, adopté le 15 février 2017
Doc. 710 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le 3 octobre 2014, adopté le 15 février 2017
Doc. 711 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention sur l'Institut européen de la forêt faite à Joensuu, Finlande, le 28 août 2003, adopté le 15 février 2017
Doc. 712 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part, fait à Luxembourg le 10 juin 2013, adopté le 15 février 2017
Doc. 713 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et les États de Guernesey en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 24 avril 2014 et à Saint-Pierre-Port le 7 mai 2014, adopté le 15 février 2017
Doc. 714 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, en ce qui concerne Aruba, en vue de l'échange de renseignements en matière d'impôts, fait à La Haye le 24 avril 2014, adopté le 15 février 2017
Doc. 715 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à : 1) la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole, signés à Bruxelles le 14 juin 1995, tels que modifiés par l'Avenant fait à Madrid le 22 juin 2000 ; 2) l'Avenant, fait à Bruxelles le 2 décembre 2009, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole, signés à Bruxelles le 14 juin 1995, tels que modifiés par l'Avenant fait à Madrid le 22 juin 2000, et à 3) l'Avenant, fait à Madrid le 15 avril 2014, modifiant la Convention, entre le Royaume de Belgique et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole, signés à Bruxelles le 14 juin 1995, tels que modifiés par l'Avenant fait à Madrid le 22 juin 2000 et par l'Avenant fait à Bruxelles le 2 décembre 2009, adopté le 15 février 2017
Doc. 716 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre la République de Pologne et le Royaume de Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Varsovie le 20 août 2001 et au Protocole, fait à Luxembourg le 14 avril 2014, entre la République de Pologne et le Royaume de Belgique modifiant la Convention entre la République de Pologne et le Royaume de Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Varsovie le 20 août 2001, adopté le 15 février 2017
Doc. 719 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique, représenté par son Gouvernement, et l'État d'Israël, représenté par son Gouvernement, sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques ou de postes consulaires, fait à Jérusalem le 11 novembre 2013, adopté le 15 février 2017
Doc. 771 (2016-2017) N° 1	Projet de décret conjoint de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Commission communautaire française relatif à la coopération au développement
Doc. 772 (2016-2017) N° 1	Projet de décret conjoint de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Commission communautaire française relatif à la coopération au développement, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution
Doc. 831 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Monténégro sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 9 juin 2010, adopté le 6 septembre 2017

Document	Intitulé
Doc. 832 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Colombie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel diplomatique et consulaire, fait à Bogota le 25 août 2015, adopté le 6 septembre 2017
Doc. 833 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014, adopté le 6 septembre 2017
Doc. 834 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention de sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc, signée le 18 février 2014 à Bruxelles, adopté le 6 septembre 2017
Doc. 835 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA, adopté le 6 septembre 2017
Doc. 847 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public déposée par MM. Jeholet, Crucke, Mmes Potigny, Lecomte, Durenne et M. Tzanetatos
Doc. 848 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution déposée par MM. Jeholet, Crucke, Mmes Potigny, Lecomte, Durenne et M. Tzanetatos
Doc. 856 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret conjoint de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne élargissant les missions de la Commission de déontologie et d'éthique déposée par MM. Jeholet, Crucke, Wahl, Mme Warzée-Caverenne, M. Knaepen et Mme Dock
Doc. 859 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret spécial modifiant l'article 24 <i>bis</i> de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et abrogeant le décret spécial du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon, afin d'instaurer une incompatibilité entre le mandat de membre du Parlement wallon et le mandat de membre du collège communal d'une commune de plus de 50 000 habitants déposée par Mme Defraigne, MM. Tzanetatos, Destrebecq, Mouyard, Knaepen et Mme Warzée-Caverenne

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Document	Intitulé
Doc. 560 (2015-2016) N° 7	Projet de décret modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, adopté le 19 octobre 2016
Doc. 561 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant des mesures diverses en matière de sécurité routière, et de voies hydrauliques, adopté le 19 octobre 2016
Doc. 624 (2016-2017) N° 5	Projet de décret modifiant le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et diverses dispositions relatives au transport par route, adopté le 23 novembre 2016
Doc. 625 (2016-2017) N° 59	Projet de décret relatif au développement des parcs d'activités économiques, adopté le 1 ^{er} février 2017
Doc. 703 (2016-2017) N° 9	Projet de décret relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, adopté le 8 mars 2017
Doc. 743 (2016-2017) N° 10	Projet de décret insérant des dispositions relatives à l'aide alimentaire dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, adopté le 22 mars 2017
Doc. 823 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 14 juillet 2016 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant la fixation des facteurs de rattachement déterminant le champ d'application personnel des dispositions légales et réglementaires prises par les entités fédérées ainsi que la budgétisation, l'imputation des prestations familiales payées pour les entités fédérées et la mise en œuvre effective des dispositions modificatives communes proposées par le Comité de gestion de FAMIFED, adopté le 28 juin 2017
Doc. 860 (2016-2017) N° 3	Projet de décret érigeant l'Agence wallonne du Patrimoine en service administratif à comptabilité autonome et portant dissolution de l'Institut du Patrimoine wallon, adopté le 12 juillet 2017
Doc. 866 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret insérant dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé des dispositions relatives à l'hébergement et à l'encadrement à durée indéterminée de personnes en difficultés sociales prolongées déposée par M. Drèze, Mmes Salvi, Leal Lopez et Moinnet

COMMISSION DE L'ACTION SOCIALE, DE LA SANTÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Document	Intitulé
Doc. 891 (2016-2017) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 17 juin 2016 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant la transposition dans la législation des prestations familiales de la Directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre
Doc. 892 (2016-2017) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 14 juillet 2016 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant les modifications à apporter à la réglementation relative aux allocations familiales

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Document	Intitulé
Doc. 574 (2015-2016) N° 3	Projet de décret relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, adopté le 19 octobre 2016
Doc. 628 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à renforcer les mécanismes de récupération des aides publiques octroyées à des entreprises bénéficiaires en cas de licenciements boursiers déposée par MM. Henry et Hazée
Doc. 630 (2016-2017) N° 6	Projet de décret portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 631 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, abrogation du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise dans le cadre de l'octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 704 (2016-2017) N° 11	Projet de décret modifiant le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I., portant des dispositions diverses et abrogeant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public, adopté le 3 mai 2017
Doc. 853 (2016-2017) N° 4	Projet de décret modifiant la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE, adopté le 12 juillet 2017
Doc. 862 (2016-2017) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone en vue de transposer partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Document	Intitulé
Doc. 697 (2016-2017) N° 5	Projet de décret relatif au contrat d'insertion, adopté le 1 ^{er} février 2017
Doc. 698 (2016-2017) N° 11	Projet de décret relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, adopté le 1 ^{er} février 2017
Doc. 699 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, abrogation du décret du 18 juillet 1997 relatif à la formation professionnelle donnée dans le cadre du programme de transition professionnelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif au stage de transition, dans le cadre de l'instauration du dispositif relatif au contrat d'insertion, adopté le 1 ^{er} février 2017



COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Document	Intitulé
Doc. 556 (2015-2016) N° 6	Projet de décret portant modification du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, adopté le 19 octobre 2016
Doc. 583 (2015-2016) N° 6	Projet de décret modifiant l'article 11 <i>bis</i> de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne la publicité visant la commercialisation d'espèces animales, adopté le 9 novembre 2016
Doc. 604 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à interdire l'abattage sans étourdissement en Wallonie déposée par M. Arens, retirée par son auteur en date du 5 mai 2017
Doc. 672 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant le Livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau en vue d'instaurer un organe régulateur indépendant pour le secteur de l'eau déposée par MM. Jeholet, Crucke, Mme De Bue, MM. Dodrimont, Lecerf et Maroy
Doc. 685 (2016-2017) N° 3	Projet de décret modifiant les Livres Ier et II du Code de l'Environnement, adopté le 18 janvier 2017
Doc. 686 (2016-2017) N° 3	Projet de décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds social de l'eau en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 18 janvier 2017
Doc. 687 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à la redynamisation économique territoriale déposée par MM. Henry et Hazée
Doc. 705 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant dissolution de l'Office wallon des déchets et modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, le Livre Ier du Code de l'Environnement et le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, adopté le 15 février 2017
Doc. 724 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret visant à modifier l'article 97 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'article 30 du décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 <i>quater</i> à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 <i>quater</i> à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial déposée par Mmes Simonet, Gérardon, MM. Dodrimont, Stoffels et Drèze, adoptée le 15 février 2017
Doc. 739 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 1 ^{er} du décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 <i>quater</i> à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 <i>quater</i> à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial déposée par MM. Fourny, Stoffels, Mme Gérardon, MM. Baurain, Denis et Mme Waroux
Doc. 740 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 1 ^{er} du décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 <i>quater</i> à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 <i>quater</i> à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial déposée par MM. Stoffels, Fourny, Baurain, Sampaoli, Mme Waroux et M. Lenzini
Doc. 778 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article D.IV.9. du Code du Développement territorial déposée par MM. Dodrimont, Lecerf, Mme De Bue, MM. Maroy, Wahl et Jeholet

Document	Intitulé
Doc. 779 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à insérer un article 1 ^{er} bis et à modifier l'article 3 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux pour reconnaître à l'animal le caractère d'être vivant et sensible déposée par Mme Defraigne
Doc. 781 (2016-2017) N° 6	Proposition de décret modifiant les articles 3, 15 et 16 et insérant un article 45ter dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux déposée par M. Arens, Mme Defraigne, M. Stoffels et Mme Waroux, adoptée le 17 mai 2017
Doc. 789 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article D.V.1 du Code du Développement territorial déposée par M. Dodrimont
Doc. 790 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles D.II.23, D.II.64, D.VI.17, D.VI.49 et D.VII.1 du Code du Développement territorial et visant à y insérer un article D.II.25bis déposée par M. Dodrimont
Doc. 799 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), et abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE, adoptée le 14 juin 2017
Doc. 876 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en vue d'un plafonnement des factures d'eau en cas de fuite d'eau cachée au sein d'un logement déposée par Mme Trotta, M. Dupont, Mme Gérardon, MM. Prévot, Stoffels et Legasse

COMMISSION DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Document	Intitulé
Doc. 635 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret modifiant l'article 87, §3 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes déposée par MM. Crucke, Jeholet, Knaepen, Henquet et Mme Warzée-Caverenne, adoptée le 15 février 2017
Doc. 667 (2016-2017) N° 11	Projet de décret-programme portant sur des mesures diverses liées au budget, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 668 (2016-2017) N° 4	Projet de décret-programme portant des mesures diverses liées au budget pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 21 décembre 2016

COMMISSION DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ÉNERGIE

Document	Intitulé
Doc. 735 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne élargissant les missions du service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne déposée par MM. Crucke, Jeholet, Henquet et Wahl
Doc. 750 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 12 du décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et l'article 13 du décret de la Région wallonne du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz visant les administrateurs au sein des organes de gestion des gestionnaires de réseaux de distribution déposée par MM. Jeholet, Crucke, Knaepen, Mme Warzée-Caverenne, MM. Destrebecq et Henquet
Doc. 753 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 1 ^{er} et 4 du décret de la Région wallonne du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité et l'article 43 du décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue d'interdire toute forme de subsidiation croisée entre une activité régulée d'un gestionnaire d'un réseau de distribution de gaz et/ou d'électricité et une activité non-régulée exercée en interne ou par une entreprise tierce déposée par MM. Jeholet, Crucke, Henquet, Knaepen, Mme Warzée-Caverenne et M. Destrebecq
Doc. 760 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2014, adopté le 3 mai 2017
Doc. 761 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 7, 8 et 11 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et l'article 7 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz afin de limiter les activités des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité à celles du métier de distributeur déposée par MM. Jeholet, Crucke, Destrebecq, Henquet, Knaepen et Mme Warzée-Caverenne
Doc. 786 (2016-2017) N° 4	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'État fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés, instaurant un régime de régularisation fiscale limité dans le temps et instaurant des mesures concernant le transfert de la propriété d'un immeuble d'une société à un associé, la renonciation à l'usufruit sur un bien immeuble suivie ou précédée par une donation, les clauses d'attribution de la totalité du patrimoine commun ou clauses de partage inégal de ce patrimoine commun, sans condition de survie, mieux connues sous les termes de « clause de la maison mortuaire » et la révision du montant des amendes, adopté le 31 mai 2017
Doc. 797 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en ce qui concerne la gouvernance de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) déposée par MM. Jeholet, Crucke, Knaepen, Mme Warzée-Caverenne, MM. Henquet et Destrebecq
Doc. 809 (2016-2017) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, adopté le 28 juin 2017
Doc. 852 (2016-2017) N° 5	Projet de décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux, en matière de taxes régionales wallonnes, adopté le 12 juillet 2017
Doc. 864 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision en vue de supprimer la redevance télévision déposée par MM. Collignon, Dupont, Mme Morreale, M. Lefebvre, Mme Pécriaux et M. Legasse
Doc. 867 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret portant exemption des droits de donation et des droits de succession pour les travaux de rénovation énergétique déposée par MM. Collignon et Onkelinx

COMMISSION DU BUDGET, DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT

Document	Intitulé
Doc. 893 (2016-2017) N° 1	Projet de décret modifiant diverses dispositions relatives au marché de l'électricité et du gaz ainsi qu'aux impétrants

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Document	Intitulé
Doc. 544 (2015-2016) N° 3	Proposition de décret visant à améliorer le régime juridique de conservation des cendres à domicile déposée par Mesdames Salvi, Trotta, Messieurs Knaepen, Arens, Dupont et Mouyard, adoptée le 9 novembre 2016
Doc. 554 (2015-2016) N° 4	Projet de décret modifiant les articles L1523-13 et L1523-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social, adopté le 9 novembre 2016
Doc. 555 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant l'article 129 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale et visant à améliorer le dialogue social, adopté le 9 novembre 2016
Doc. 565 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 16 octobre 2015 modifiant l'accord de coopération du 2 septembre 2013 conclu entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre conformément à la directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, adopté le 19 octobre 2016
Doc. 576 (2015-2016) N° 8	Projet de décret relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité, adopté le 18 janvier 2017
Doc. 578 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, adopté le 19 octobre 2016

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Document	Intitulé
Doc. 18 (SE 2014) N° 1	Proposition de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'organiser une procédure impartiale de validation et de recours contre les élections communales déposée par M. Hazée, rejetée le 8 mars 2016
Doc. 22 (SE 2014) N° 8	Proposition de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux et provinciaux de Wallonie déposée par M. Hazée et Mme Ryckmans, adoptée le 6 septembre 2017
Doc. 192 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret visant à modifier le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en déterminant la qualité d'électeur au 1 ^{er} août de l'année durant laquelle ont lieu les élections déposée par Mme Defrang-Firket, MM. Bouchez, Crucke, Mme Cornet, MM. Mouyard et Jeholet, rejetée le 8 mars 2016
Doc. 502 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret visant à améliorer la prévention des incendies dans les logements déposée par Monsieur Jeholet, Mesdames Defrang-Firket, Dock, Messieurs Maroy, Mouyard et Dodrimont, retirée par ses auteurs en date du 16 mai 2017
Doc. 539 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les déclarations d'appartement et de regroupement déposée par Messieurs Collignon, Legasse, Dupont, Courard, Dermagne et Madame Bonni, retirée par ses auteurs en date du 14 février 2017
Doc. 542 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret remplaçant l'article 124 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale déposée par Messieurs Collignon, Legasse, Dupont, Courard, Dermagne et Madame Bonni, retirée par ses auteurs en date du 14 février 2017
Doc. 612 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret relative à la communication en matière de renouvellement et d'abandon de sépultures déposée par MM. Arens et Fourny
Doc. 641 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à instaurer le vote en braille lors des élections locales après une expérience-pilote déposée par Mme Leal Lopez, MM. Fourny, Arens et Mme Salvi, retirée par ses auteurs en date du 14 février 2017
Doc. 669 (2016-2017) N° 8	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux élections locales, adopté le 8 mars 2016
Doc. 695 (2016-2017) N° 7	Projet de décret relatif au plan de cohésion sociale, adopté le 3 mai 2017
Doc. 696 (2016-2017) N° 13	Projet de décret relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, adopté le 3 mai 2017
Doc. 729 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret accordant le titre de ville à la commune de Tubize déposée par MM. Legasse, Wahl, Mme Ryckmans et M. Antoine, adoptée le 19 avril 2017
Doc. 731 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1125-12, L1523-14, L1523-15 et L2212-81 ^{quater} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de réglementer le fonctionnement des intercommunales déposée par M. Puget
Doc. 749 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1523-12, L1523-13 et L3122-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer le contrôle des intercommunales par les représentants des associés communaux et provinciaux déposée par MM. Jeholet, Crucke, Mouyard, Mme Defrang-Firket, M. Maroy et Mme Baltus-Môres
Doc. 752 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1231-5, L1234-2, L1522-4, L1523-15, L2223-5, L2223-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et l'article 124 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en ce qui concerne la répartition des sièges dans les conseils d'administration issus de la coopération entre les communes ou provinces et dans les associations visées au chapitre XII déposée par M. Crucke, Mme Defrang-Firket, MM. Maroy, Mouyard, Evrard et Jeholet

Document	Intitulé
Doc. 770 (2016-2017) N° 7	Projet de décret relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, adopté le 17 mai 2017
Doc. 773 (2016-2017) N° 13	Projet de décret modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, adopté le 31 mai 2017
Doc. 774 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à instaurer le vote panaché déposée par MM. Antoine, Fourny et Mme Salvi
Doc. 803 (2016-2017) N° 5	Proposition de décret visant à modifier les articles L4124-1, L4135-3 et L4142-7 du Code la démocratie locale et de la décentralisation pour ce qui concerne l'organisation des élections communales déposée par MM. Collignon, Fourny et Mouyard, adoptée le 31 mai 2017
Doc. 807 (2016-2017) N° 4	Proposition de décret visant à modifier l'article L4142-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Wahl, Fourny, Mouyard, Mme Salvi et M. Collignon, adoptée le 28 juin 2017
Doc. 837 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans pour les élections locales déposée par MM. Daele et Hazée
Doc. 846 (2016-2017) N° 3	Projet de décret modifiant les limites territoriales entre les communes de Modave et de Marchin, adopté le 12 juillet 2017
Doc. 849 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des intercommunales déposée par MM. Jeholet, Crucke, Mme Warzée-Caverenne, MM. Maroy, Mouyard et Evrard
Doc. 850 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les déclarations d'appartenance et de regroupement déposée par MM. Collignon, Fourny et Dupont, adoptée le 6 septembre 2017
Doc. 851 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et l'article 49 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale afin d'interdire le port de signes convictionnels ostentatoires et l'expression de comportements ostentatoires aux personnes qui exercent une mission de service public au sein d'une commune, d'une province, d'une intercommunale, d'une association de projets ou d'un centre public d'action sociale déposée par MM. Jeholet, Crucke, Knaepen, Mme Galant, MM. Maroy et Mouyard
Doc. 855 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1122-14, L1523-13 et L2212-29 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Crucke et Jeholet
Doc. 857 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret remplaçant l'article 124 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale déposée par MM. Collignon, Fourny et Dupont, adoptée le 6 septembre 2017
Doc. 858 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 1728 du Code civil afin d'interdire la réclamation d'un paiement anticipatif de plus d'un mois de loyer en matière de baux de logement affectés à la résidence principale du preneur déposée par MM. Sampaoli, Legasse, Lenzi, Mmes Morreale, Poulin et M. Courard, rejetée le 6 septembre 2017
Doc. 865 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article L1123-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Legasse, Sampaoli et Lenzi
Doc. 874 (2016-2017) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande
Doc. 887 (2016-2017) N° 1	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation visant à encadrer la notion d'empêchement du bourgmestre et de l'échevin
Doc. 888 (2016-2017) N° 1	Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi organique des Centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 visant à encadrer la notion d'empêchement du président du conseil de l'action sociale



COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Document	Intitulé
Doc. 557 (2015-2016) N° 4	Projet de décret limitant les fermages, adopté le 19 octobre 2016
Doc. 580 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 1 ^{er} et 4 ^{ter} du décret de la Région wallonne du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne et visant à assurer une unicité de gestion des missions de sûreté et de sécurité déposée par Messieurs Jeholet, Evrard, Mesdames Brogniez, Galant et Monsieur Dister
Doc. 586 (2016-2017) N° 9	Projet de décret apportant diverses modifications aux législations concernant le Tourisme, adopté le 9 novembre 2016
Doc. 671 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 74 et 114 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier déposée par MM. Desquesnes, Prévot, Arens et Courard
Doc. 737 (2016-2017) N° 4	Projet de décret insérant un Titre X/1 relatif aux aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités agricoles dans le Code wallon de l'Agriculture, adopté le 22 mars 2017
Doc. 796 (2016-2017) N° 4	Projet de décret abrogeant le décret du 22 avril 2010 portant statut des agences de voyages et l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 portant statut des agences de voyages, adopté le 14 juin 2017

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Document	Intitulé
Doc. 538 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à instaurer le vote panaché déposée par Messieurs Antoine, Fourny et Madame Salvi, retirée par ses auteurs en date du 14 février 2017
Doc. 563 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article L4121-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relative aux conditions d'électorat des personnes protégées déposée par Monsieur Crucke, Madame Defrang-Firket, Monsieur Mouyard, Madame Dock, Messieurs Maroy et Jeholet, retirée par ses auteurs en date du 14 février 2017

COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES PROJETS DE DÉCRET CONJOINTS DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE RELATIFS À LA RÉUTILISATION DES INFORMATIONS DU SECTEUR PUBLIC

Document	Intitulé
Doc. 480 (2015-2016) N° 6	Projet de décret conjoint relatif à la réutilisation des informations du secteur public et visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (« Open Data »), adopté le 12 juillet 2017
Doc. 481 (2015-2016) N° 6	Projet de décret conjoint relatif à la réutilisation des informations du secteur public et visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (« Open Data ») pour les matières visées par l'article 138 de la Constitution, adopté le 12 juillet 2017

AUDITIONS EN COMMISSIONS

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Projet de décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et diverses dispositions relatives à la fonction consultative (Doc. 601 (2016-2017) N° 1) ;
Projet de décret modifiant le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et diverses dispositions relatives à la fonction consultative (Doc. 602 (2016-2017) N° 1) : le 24 novembre 2016 (CRIC 49 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Schoune, Secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie ;
 - Monsieur Baudewyns, chargé de cours et professeur au CESPOL ;
 - Monsieur Pereau, Secrétaire général de ConcertES, plate-forme de concertation des organisations représentatives de l'économie sociale ;
 - Monsieur Delnoy, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Liège ;
 - Monsieur Dawance, Secrétaire général du Conseil et économique et social de Wallonie (CESW) ;
 - Monsieur De Schutter, Directeur du Département Développement territorial de l'Union des Villes et communes de Wallonie (UVCW) ;
 - Monsieur Nederlandt, représentant habilité de la Fédération des Parcs naturels de Wallonie ;
 - Madame Guisset, chercheuse au Centre de recherche en sciences politiques à l'Université Saint-Louis ;
- le 8 décembre 2016 (CRIC 61 (2016-2017)), auditions de :
- Messieurs Genty et Ritzenthaler, Conseillers du Conseil économique, social et environnemental de France (CESE).

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Situation du fret ferroviaire : le 20 octobre 2016 (CRIC 25 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Billiau, Directrice de la direction Traffic Management & Services (Infrabel) ;
- Monsieur Coart, représentant habilité de l'Association européenne des opérateurs de fret ferroviaire (ERFA) ;
- Monsieur Deblire, Président de l'Intercommunale pour le développement économique durable de la Province de Luxembourg (Idelux).

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public : le 8 novembre 2016 (CRIC 32 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine.

Assurance autonomie : le 8 novembre 2016 (CRIC 32 (2016-2017)), auditions de :

- Messieurs Masson et Hannosset, Actuaire senior et Actuaire qualifié IABE de la société Forsides Actuariat ;
- Monsieur Smeets, Directeur général de l'ASBL Santhea ;
- Monsieur Close, Administrateur délégué de la Fédération des Centrales de Services à Domicile (FCSD-Solidaris) ;
- Madame Lebailly, Secrétaire générale de l'Association Socialiste de la Personne Handicapée (ASPH) ;
- Madame Lay, Conseillère juridique de l'Union des entreprises à profit social (UNIPSO) ;
- Madame Sépulchre, Secrétaire générale de la Fédération wallonne de services d'aide à domicile (FEDOM) ;
- Madame Degryse, Secrétaire nationale de l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes (ANMC) ;
- Monsieur Many, Directeur général de la Fédération d'Aide et Soins à Domicile (FASD).

Rapport d'activités d'Unia pour l'année 2015 : le 17 janvier 2017 (CRIC 79 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Charlier, co-Directeur d'Unia.

Rapport sur la santé et la promotion de la santé des personnes détenues en milieu carcéral réalisé par Madame Salvi, Députée wallonne, à la demande de Monsieur Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : le 21 mars 2017 (CRIC 138 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine ;
- Madame Salvi, auteure du rapport.

Proposition de décret visant à intégrer l'apprentissage de l'utilisation de l'éthylotest dans la formation à la conduite, déposée par M. Puget (Doc. 262 (2014-2015) N° 1) ;

Proposition de résolution visant à intégrer l'apprentissage de l'utilisation de l'éthylotest dans la formation à la conduite, déposée par M. Puget (Doc. 144 (2014-2015) N° 1 et 2) ;

Proposition de résolution visant à l'élaboration d'un cadre régional organisant la formation à la conduite, les examens du permis de conduire pour les véhicules de catégories A et B et l'agrément des acteurs du secteur, déposée par Mme Gérardon, M. Dermagne, Mme Trotta, MM. Dufrane et Prévot (Doc. 488 (2015-2016) N° 1) ;

Proposition de résolution relative à la constitution d'un cadre général d'apprentissage à la conduite, d'une part, et du secteur professionnel de la formation à la conduite, d'autre part, déposée par Mmes Baltus-Möres, De Bue, Nicaise, Warzée-Caverenne, Defrang-Firket et M. Jeholet (Doc. 817 (2016-2017) N° 1) : le 13 juin 2017 (CRIC 204 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Derweduwen, Président du Conseil supérieur wallon de la sécurité routière (CSWSR) ;
- Monsieur Haine, Administrateur de la Fédération des écoles de conduite et centres de formations agréés (FEDERDRIVE) ;
- Monsieur Barattucci, Administrateur de la Fédération des auto-écoles agréées (FAA) ;
- Monsieur Vrancken, Coordinateur de la fédération Concertation des ateliers d'insertion professionnelle et sociale (CAIPS) ;
- Monsieur Weets, Administrateur de Drive Mut/Solidaris ;
- Monsieur Quoirin, Chef du Département Permis de conduire du Groupement des entreprises agréées de contrôle automobile et du permis de conduire (GOCA) ;
- Monsieur Goies, Président du Groupement des entreprises agréées de contrôle automobile et du permis de conduire (GOCA).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Mise en œuvre de l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public : le 8 novembre 2016 (CRIC 33 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique.

Contrat de gestion de la SA Le circuit de Spa-Francorchamps : le 22 novembre 2016 (CRIC 46 (2016-2017)), audition de :

- Madame Maillet, Directrice générale du circuit de Spa-Francorchamps.

Rapport d'activités de la S.A. SOGEPa pour l'année 2015 : le 3 février 2017 (CRIC 98 (2016-2017)), auditions de :

- Messieurs Witmeur et Bayenet, Président et Vice-Président du Comité de Direction de la S.A. SOGEPa.

Plan commerce :

le 7 mars 2017 (CRIC 120 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Calonger, Président de l'Association du Management de Centre-Ville ;

- Monsieur Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique ;

le 18 avril 2017 (CRIC 152 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Vandendorpe, Inspecteur général à la Direction des implantations commerciales au sein de la Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche (DGO6) ;
- Monsieur Lesceux, Conseiller à l'Union des classes moyennes (UCM) ;
- Monsieur Wambersie, Secrétaire-général du Syndicat neutre pour indépendants (SNI) ;
- Monsieur Vasseur, Président de l'association des commerçants liégeois ;
- Madame Kinet, Consultant et Project Manager du business booster «cat2lion» ;
- Monsieur Flagothier, Conseiller à l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;
- Monsieur Devillet, Directeur du Service d'Étude en Géographie Économique Fondamentale et Appliquée (SEGEFA) ;
- Monsieur Bianchet, chercheur qualifié LEPUR-ULg, pour la Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT) ;
- Madame Lambert, Conseiller et Madame Raimond, Expert, à l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation (AEI).

Proposition de résolution visant à soutenir le développement des monnaies locales et à leur garantir un cadre légal, déposée par MM. Crucke, Destrebecq, Dodrimont, Evrard, Mme Defraigne et M. Jeholet (Doc. 629 (2016-2017) N° 1) : le 30 mai 2017 (CRIC 193 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Gréban, Administrateur de l'ASBL Lumsou ;
- Monsieur De Bel-Air, Président de l'entreprise Cylaos ICT ;
- Monsieur Dewaele, chargé de projets à l'ASBL Réseau Financité.

Proposition de décret portant création d'un Institut d'évaluation des choix scientifiques et technologiques auprès du Parlement wallon, déposée par Mme Kapompole et M. Jamar (Doc. 7 (se2014) N° 1) : le 16 juin 2017 (CRIC 210 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Le Déaut, Député et Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques à l'Assemblée nationale française.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Etat des lieux de la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat au FOREm : le 4 octobre 2016 (CRIC 9 (2016-2017)), audition de :

- Madame Vanboeckstal, Administratrice générale du FOREm.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public : le 8 novembre 2016 (CRIC 35 (2016-2017)), exposé de :

- Madame Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation.

Office francophone de la formation en alternance (OFFA) : le 22 novembre 2016 (CRIC 48 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Hellendorff, Directeur général de l'OFFA.

Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi : le 17 janvier 2017 (CRIC 81 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Malherbe, Président du Comité de gestion du FOREm.

Rapport d'évaluation de PricewaterhouseCoopers (PwC) sur la mise en œuvre du contrat de gestion 2011-2016 du FOREm ;

Contrat de gestion 2017-2022 entre le Gouvernement wallon et l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREm) : le 18 avril 2017 (CRIC 155 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Loumaye, associé de PricewaterhouseCoopers (PwC) ;
- Madame Comijn, senior manager de PricewaterhouseCoopers (PwC) ;
- Madame Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation ;
- Monsieur Malherbe, Président du Comité de gestion du FOREm ;

le 2 mai 2017 (CRIC 164 (2016-2017)), audition de :

- Madame Vanboeckstal, Administratrice générale du FOREm.

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Logiciel Gesper : le 3 octobre 2016 (CRIC 3 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal.

Plan wallon des déchets : le 20 octobre 2016 (CRIC 23 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public : le 7 novembre 2016 (CRIC 29 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal.

Pétition concernant la société Renogen : le 7 novembre 2016 (CRIC 29 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Müller, pétitionnaire ;
- Monsieur Wiesemes, deuxième échevin à la Commune d'Amel ;
- Monsieur Lesaffer, exploitant de la société Renogen ;
- Madame Petitjean, Directrice de la Direction des Permis et Autorisations (DPA) de Liège et Monsieur Nemry, Inspecteur général f.f. du Département de la Police et des Contrôles (DPC) de la Direction Générale Opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) ;
- Monsieur Maquinay, Responsable de la Direction de la surveillance de l'environnement à l'Institut Scientifique de Service Public (ISSeP) ;
- Madame Vercruysse, représentante habilitée de l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC).

Rapport d'information du Sénat concernant la nécessaire collaboration entre l'autorité fédérale, les Communautés et les Régions en vue d'instaurer une offre et un plan de transports publics mieux intégrés : le 21 novembre 2016 (CRIC 41 (2016-2017)), auditions de :

- Madame De Bue, Sénatrice ;
- le 30 janvier 2017 (CRIC 89 (2016-2017)), exposé de :
- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal.

Deuxième stratégie wallonne de développement durable : le 19 décembre 2016 (CRIC 67 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal.

Proposition de résolution visant à développer une politique ambitieuse en matière de qualité de l'air en Wallonie, déposée par Monsieur Stoffels, Madame Morreale, Monsieur Denis, Madame Gérardon, Monsieur Lenzini et Madame Trotta (Doc. 673 (2016-2017) N° 1) : le 23 mars 2017 (CRIC 142 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur González Ortiz, Project manager à l'Agence européenne de l'environnement (AEE), par visioconférence ;
- Monsieur Cools, Président a.i. de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) ;
- Monsieur Courbe, chargé de mission à la Fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW) ;
- Monsieur Wakenhut, chef de l'unité C3 en charge de la qualité de l'air de la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne ;
- Madame Neven, conseillère à l'Union wallonne des entreprises (UWE).

Proposition de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue d'interdire l'abattage rituel des animaux sans étourdissement préalable, déposée par Mme Defraigne (Doc. 110 (2014-2015) N° 1 à 5) ;

Proposition de décret visant à interdire l'abattage sans étourdissement en Wallonie, déposée par M. Arens (Doc. 604 (2016-2017) N° 1 et 2) : le 18 avril 2017 (CRIC 153 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Gore, Administrateur délégué de la Fédération belge de la viande (Febev) ;
- Monsieur Vandenheede, Vice-Président du Conseil wallon du bien-être animal ;
- Monsieur Zahri, attaché à l'Exécutif des Musulmans de Belgique ;

le 20 avril 2017 (CRIC 158 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Markiewicz, Président du Consistoire central israélite de Belgique.

Proposition de décret modifiant l'article 1^{er} du décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial, déposée par Messieurs Fourny, Stoffels, Madame Gérardon, Messieurs Baurain, Denis et Madame Waroux (Doc. 739 (2016-2017) N° 1 et 2) ;

Proposition de décret modifiant l'article 1^{er} du décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial, déposée par Messieurs Stoffels, Fourny, Baurain, Sampaoli, Madame Waroux et Monsieur Lenzini (Doc. 740 (2016-2017) N° 1 et 2) : le 15 mai 2017 (CRIC 176 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Kraewinkels, Substitut du procureur général à Liège ;
- Monsieur Stokis, Directeur de la Direction extérieure Hainaut 2 de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie (DGO4).

Proposition de résolution visant à définir des recommandations dans le cadre de l'affaire de détournement à l'Office wallon des déchets (OWD) et à améliorer la coopération entre services au sein de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3), déposée par Messieurs Fourny et Collignon (Doc. 469 (2015-2016) N° 1 à 17) adoptée le 25 mai 2016 par le Parlement

- Recommandations : le 29 mai 2017 (CRIC 189 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal.

Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne concernant la rationalisation des structures des TEC, déposée par M. Jeholet, Mme De Bue, MM. Dodrimont, Lecerf, Knaepen et Maroy (Doc. 244 (2014-2015) N° 1) : le 12 juin 2017 (CRIC 200 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Vanheste, Directeur du département Service public d'Ernst&Young ;
- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal.

COMMISSION DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public : le 7 novembre 2016 (CRIC 30 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative.

Dettes de la Région : le 7 novembre 2016 (CRIC 30 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative.

COMMISSION DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ÉNERGIE

Gouvernance climatique : le 21 avril 2017 (CRIC 160 (2016-2017)), exposés de :

- Monsieur Cools, Président a.i. de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) ;
- Monsieur Claes, Directeur de la Fédération des consommateurs belges d'énergie industrielle (FEBELIEC) ;
- Messieurs Van Den Bosch et Deblocq, General manager et Conseiller au Département économique de la Fédération belge des industries électriques et gazières (FEBEG) ;
- Madame Laumont, Secrétaire générale de la Fédération des énergies renouvelables (EDORA) ;
- Madame Fonck, C.O. External Relations à Elia ;
- Monsieur Collignon, Chargé de mission énergie-climat à la Fédération Inter-Environnement Wallonie (FIEW).

Rapports d'activités de la Commission wallonne des marchés publics pour les années 2014 et 2015 :

- le 15 mai 2017 (CRIC 177 (2016-2017)), audition de :
- Monsieur Bauduin, Président de la Commission wallonne des marchés publics.

Rapports annuels « Marchés publics avocats » pour les années 2014 et 2015 : le 15 mai 2017 (CRIC 177 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Claeys, Directeur de la Direction du support juridique du Département des affaires juridiques du Secrétariat général du Service public de Wallonie.

Rapport annuel de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) pour l'année 2015 : le 15 mai 2017 (CRIC 177 (2016-2017)), audition de :

- Madame Michiels, Présidente de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Situation de l'Opérateur réseaux gaz et électricité :

- le 12 juin 2017 (CRIC 201 (2016-2017)), auditions de :
- Monsieur Mitsch, Conseiller communal de Genappe ;
 - Monsieur Desama, Président d'Intermixt ;
 - Monsieur Durant, Secrétaire du Groupement d'intérêt économique des intercommunales pures de financement ;
 - Monsieur Grifnée, Administrateur délégué d'ORES.

Rapport d'information du Sénat sur le processus décisionnel intrabelge en matière de répartition de l'effort climatique au regard des objectifs climatiques - Rapport et recommandations :

- le 16 juin 2017 (CRIC 208 (2016-2017)), audition de :
- Monsieur Henry, Mesdames Morreale et Waroux, Sénateurs.



COMMISSION DU BUDGET, DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT

Proposition de résolution chargeant la Cour des comptes de réaliser un état des lieux des finances publiques wallonnes, déposée par Messieurs Wahl, Fourny, Destrebecq et Drèze (Doc. 884 (2016-2017) N° 1 à 3) : le 6 septembre 2017 (CRIC 233 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Wascotte, Conseiller à la Cour des comptes.

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Suivi des accords climatiques : le 29 septembre 2016 (CRIC 1 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Cools, Président a.i. de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) ;
- Madame Fourmeaux, Directrice de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie (DGO4) ;
- Monsieur Lebrun, représentant habilité de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE) ;
- Monsieur Van Ypersele, professeur ordinaire de climatologie et de sciences de l'environnement à l'UCL ;
- Monsieur Ernst, professeur à l'ULg.

Projet de décret relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité (Doc. 576 (2015-2016) N° 1) : le 13 octobre 2016 (CRIC 11 (2016-2017)), auditions de :

- Messieurs François et Duflot, Président et Administrateur de l'ASBL « Touche pas à mes certificats verts » (TPCV) ;
- Messieurs Deblocq et Van den Bosch, Power Generation & Retail Markets Advisor et General Manager de la Fédération Belge des Entreprises Électriques et Gazières (FEBEG) ;
- Madame Laumont, Secrétaire Générale de la Fédération des producteurs d'énergie renouvelable (EDORA) ;

le 20 octobre 2016 (CRIC 21 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Heyse, Chief Financial Officer de RESA ;
- Monsieur Grifnée, Administrateur délégué d'ORES ;
- Monsieur Ernst, professeur à l'ULg ;
- Monsieur Ghigny, Président de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE).

Note de politique générale pour la session 2016-2017 : le 18 octobre 2016 (CRIC 14 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie.

Proposition de résolution visant à interdire le port de signes convictionnels ostentatoires et l'expression de comportements ostentatoires aux mandataires d'organes exécutifs locaux, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Defrang-Firket, Messieurs Mouyard, Maroy, Madame Dock et Monsieur Knaepen (Doc. 405 (2015-2016) N° 1) ;
Proposition de résolution visant à interdire le port de signes convictionnels ostentatoires et l'expression de comportements ostentatoires aux personnes qui exercent une mission de service public au sein d'une commune, d'une province, d'une intercommunale, d'une association de projet ou d'un centre public d'action sociale, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Defrang-Firket, Messieurs Mouyard, Maroy, Crucke et Knaepen (Doc. 406 (2015-2016) N° 1) : le 10 novembre 2016 (CRIC 36 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Mottard, Président de l'Association des Provinces Wallonnes ;
- Monsieur Behrendt, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Liège ;
- Madame Romainville, professeur à la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain ;
- Monsieur Gobert, Président de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;
- Monsieur Vandormael, Président de la Fédération des CPAS de Wallonie.

Rapport d'activités du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) pour les années 2012 à 2015 Rapport relatif au financement général des communes - Période de financement 2008-2014 : le 22 novembre 2016 (CRIC 47 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Nemery, Directrice générale du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) ;
- Madame Lannoy, Directrice générale de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux et de l'Action sociale (DGO5).

Rapports annuels 2014 et 2015 et rapports annuels spécifiques 2014 de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) ;

Rapports spécifiques annuels 2014 et 2015 de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) relatif à l'évolution du marché des certificats verts : le 19 janvier 2017 (CRIC 83 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Ghigny, Président de la CWaPE ;
- Madame Evrard, Vice-Présidente et Directrice de la Direction de la promotion de l'électricité verte de la CWaPE ;
- Monsieur Collado, Directeur de la Direction Technique «Gaz et Électricité» de la CWaPE ;
- Monsieur Thoreau, Directeur de la Direction socio-économique et tarifaire de la CWaPE ;
- Monsieur Renier, Directeur de la Direction des Services aux consommateurs et des Services juridiques de la CWaPE.

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Projet de décret relatif au plan de cohésion sociale (Doc. 695 (2016-2017) N° 1) ;

Projet de décret relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française (Doc. 696 (2016-2017) N° 1) ;

Proposition de résolution visant un recentrage des plans de cohésion sociale, déposée par Mesdames Vienne, Pécriaux, Monsieur Martin, Mesdames Bonni, Kapompole et Monsieur Onkelinx (Doc. 200 (2014-2015) N° 1) : le 7 mars 2017 (CRIC 121 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Fallon, professeure à l'Université de Liège (ULg), Directrice du centre de recherches Spiral et co-auteur de l'évaluation du premier Plan de cohésion sociale (PCS) ;
- Madame Boverie, Secrétaire générale adjointe de l'Union des villes et des communes de Wallonie (UVCW) ;
- Monsieur Vandormael, Président de la Fédération des CPAS ;
- Monsieur Lorent, coordinateur du Plan de cohésion sociale de Florennes.

Projet de décret modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable (Doc. 773 (2016-2017) N° 1 et 1bis) ;

Proposition de décret visant à améliorer la prévention des incendies dans les logements, déposée par Monsieur Jeholet, Mesdames Defrang-Firket, Dock, Messieurs Maroy, Mouyard et Dodrimont (Doc. 502 (2015-2016) N° 1) ;

Proposition de résolution relative à l'accessibilité des logements publics étudiants en Région wallonne, déposée par Madame Lecomte, Monsieur Henquet, Mesdames Defrang-Firket, Potigny, Messieurs Evrard et Lecerf (Doc. 461 (2015-2016) N° 1) ;

Proposition de résolution visant à lutter contre les logements insalubres en Wallonie, déposée par Monsieur Fourny, Madame Leal Lopez et Monsieur Arens (Doc. 536 (2015-2016) N° 1) ;

Avis A.1305 du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) sur l'avant-projet de décret modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable : le 2 mai 2017 (CRIC 166 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Rosenoer, Directeur général de la Société wallonne du Logement (SWL) ;
- Monsieur Ponchaut, conseiller de la Cellule Logement de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie (UVCW) ;
- Madame Delcourt, Directrice du Syndicat National des Propriétaires et Copropriétaires (SNPC) ;
- Madame Coppieters, ingénieur architecte attaché

à la Ville de Bruxelles ;

- Monsieur Wala, Premier attaché de la Direction de l'inspection régionale du logement du Service public régional de Bruxelles (SPRB).

Rapport annuel relatif à l'exercice de la tutelle pour les années 2012 à 2015 : le 30 mai 2017 (CRIC 194 (2016-2017)), audition de :

- Madame Lannoy, Directrice générale de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé (DGO5).

Rapports des comités de rémunération des intercommunales de Wallonie, en vertu de l'article L1523-18 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Rapports complémentaires des comités de rémunération des intercommunales de Wallonie, en vertu de l'article L1523-18 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Rapport de l'Administration relatif aux rémunérations dans les intercommunales plurirégionales ;

Rapports annuels couvrant la période de 2009 à 2015 de la Cellule de contrôle des mandats : le 13 juin 2017 (CRIC 205 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Lannoy, Directrice générale de la Direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé (DGO5) ;
- Madame Matagne, Directrice de la Direction du contrôle des mandats.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Mise en œuvre de l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public : le 7 novembre 2016 (CRIC 31 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région.

Projet Nassonia : le 21 novembre 2016 (CRIC 43 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Domb, Président de la Pairi Daiza Foundation.

Politique aéroportuaire wallonne. Présentation d'une note d'orientation de M. Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Grande Région : le 13 février 2017 (CRIC 103 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur d'Oultremont, associé au Bureau Roland Berger ;
- Monsieur Vuylsteke, Président du Comité exécutif de la SOWAER ;



- Monsieur Cloquet, Administrateur délégué de Brussels South Charleroi Airport S.A. ;
- Monsieur Partoune, Directeur général de Liege Airport S.A.

Proposition de décret modifiant les articles 74 et 114 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, déposée par Messieurs Desquesnes, Prévot, Arens et Courard (Doc. 671 (2016-2017) N° 1 et 2) : le 6 mars 2017 (CRIC 118 (2016-2017)), auditions de :

- Messieurs Frère et De Meersman, Secrétaire général et partenaire de la Fédération Nationale des Scieries (FNS) ;
 - Monsieur Erneux, Notaire ;
 - Monsieur Petit, Vice-Président de l'ASBL Propriétaires ruraux de Wallonie (NTF) ;
- le 20 mars 2017 (CRIC 134 (2016-2017)), audition de :
- Monsieur d'Oultremont, Directeur de la SPRL Callwood ;
 - Monsieur Guillitte, Vice-Président de l'ASBL Fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW) ;
 - Monsieur Scohy, Inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie ;
 - Madame Termol, conseillère à l'ASBL Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;
 - Monsieur Petit, Président fédéral et Président wallon de l'ASBL Royal Saint-Hubert Club de Belgique ;
 - Monsieur Dufrêne, professeur à l'Université de Liège Gembloux Agro-Bio Tech.

Soutien aux agriculteurs : le 29 mai 2017 (CRIC 191 (2016-2017)), auditions de :

- Mesdames Leruse et Van de Putte, coordinatrice et juriste de l'ASBL Agrical Wallonie ;
- Monsieur Renard, Président de l'Union professionnelle vétérinaire ;
- Madame Streel, Présidente de l'Union des agricultrices wallonnes.

Activités et stratégie opérationnelle du Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W) : le 12 juin 2017 (CRIC 202 (2016-2017)), auditions de :

- Messieurs Poismans, Goffart et Madame Delzenne, Directeur général, Directeur général adjoint a.i. et Contrôleuse de gestion du Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W).

COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES

Accord général sur le commerce des services (ACS) et Accord économique et commercial global (AECG-CETA) : le 13 octobre 2016 (CRIC 10 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Lametti, Secrétaire parlementaire de la Ministre canadienne du Commerce international Chrystia Freeland ;
- Monsieur Kohler, Docteur en économie, Economiste auprès des Nations Unies ;
- Madame Lepiece, Associée au Cabinet d'avocats CMS DeBacker ;
- Monsieur Paquot, Directeur du Département Economie, R&D et Affaires européennes de l'Union Wallonne des Entreprises ;
- Monsieur Cermak, chargé de recherche au CNCD 11.11.11 sur les questions commerciales ;
- Messieurs Duvivier et Delogne, Président et porte-parole de la Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (FUGEA) ;

le 18 octobre 2016 (CRIC 16 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;

le 21 octobre 2016 (CRIC 26 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;

le 27 octobre 2016 (CRIC 27 (2016-2017)), exposé de :

- Monsieur Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;

le 21 novembre 2016 (CRIC 44 (2016-2017)), audition de :

- Madame Auffret, Trade policy officer au Bureau européen des Unions de consommateurs (BEUC) ;

le 14 février 2017 (CRIC 108 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Lang, Professeur de droit à la London School of Economics ;
- Monsieur Basso, Conseiller sur la politique commerciale européenne à la Confédération européenne des syndicats ;

le 15 juin 2017 (CRIC 207 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Schepel, Professeur de droit économique et Directeur des programmes de la faculté de droit à la Brussels School of International Studies de l'Université du Kent.

Conséquences économiques du Brexit : le 10 novembre 2016 (CRIC 38 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Colmant, membre de l'Académie Royale de Belgique.

Accord de libre échange Vietnam-Union européenne :

le 21 novembre 2016 (CRIC 44 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Dusepulchre, représentante permanente de la Fédération internationale des droits de l'homme auprès de l'Union européenne ;

le 1^{er} décembre 2016 (CRIC 51 (2016-2017)), audition de :

- S.E. Monsieur Vuong Thua Phong, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste du Vietnam auprès du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, chef de mission de la République socialiste du Vietnam à l'Union européenne ;

le 12 janvier 2017 (CRIC 75 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Defraigne, Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe et Directeur général honoraire à la Commission européenne ;

le 19 janvier 2017 (CRIC 85 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Petriccione, Directeur général adjoint de la Direction générale du commerce de la Commission européenne ;

le 30 janvier 2017 (CRIC 92 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Kerneis, Managing Director du European Services Forum ;
- Monsieur Salva, Associé au cabinet DS Avocats ;
- Madame Gminder, Secrétaire générale du Médiateur européen ;

le 15 juin 2017 (CRIC 207 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Cermak, chargé de recherche et de plaidoyer pour le Travail décent au CNCD-11.11.11.

Accord de libre-échange Colombie/Pérou/Équateur-Union européenne :

le 19 décembre 2016 (CRIC 70 (2016-2017)), auditions de :

- S.E. Monsieur Rivera Salazar, Ambassadeur de Colombie auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne ;
- S.E. Madame Ronquillo, Ambassadeur du Pérou auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne ;

le 9 mars 2017 (CRIC 125 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur d'Argent, professeur de droit public international à l'UCL et avocat au Barreau de Bruxelles ;

le 16 mars 2017 (CRIC 130 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur de Nanteuil, professeur de sociologie à l'Université catholique de Louvain ;
- Monsieur Lams, Vice-Président de la Chambre de Commerce Belgique-Luxembourg-Colombie (BELCOL) ;
- Monsieur Van Nuffel, responsable du département plaidoyer au CNCD-11.11.11 ;
- Madame Cifuentes, représentante habilitée de la Coordination Belgique-Colombie ;

le 20 mars 2017 (CRIC 135 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Delcomminette, Administratrice générale de l'AWEx et de WBI ;

- Madame Alvarez, chercheuse auprès de l'ONG Colectivo Derechos, Diversidad y Selvas (DEDISE) ;

le 11 mai 2017 (CRIC 174 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Praça, spécialiste des droits humains et syndicaux à la Confédération syndicale internationale ;

le 1^{er} juin 2017 (CRIC 197 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Iuliano, Membre du Comité économique et social européen et Président du groupe consultatif européen sur l'Accord de libre-échange Colombie/Pérou/Équateur-Union européenne ;

- Monsieur Fischer, Chargé de plaidoyer au Service plaidoyer et recherche de l'ONG Solidarité mondiale ;

- Monsieur Mujica, Président du Centre de politiques publiques et des droits humains du Pérou (EQUIDAD) ;

le 12 juin 2017 (CRIC 203 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Petriccione, Directeur général adjoint de la DG Commerce de la Commission européenne ;
- Monsieur Kenes, Directeur pour la politique commerciale de l'Union européenne et pour l'Organisation mondiale du commerce au SPF Affaires étrangères ;

le 6 juillet 2017 (CRIC 221 (2016-2017)), auditions de :

- S.E. Monsieur Rivera Salazar, Ambassadeur de Colombie auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne ;
- S.E. Monsieur Gutierrez, Ambassadeur du Pérou auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne.

Clauses relatives aux droits de l'homme dans les accords commerciaux :

le 9 mars 2017 (CRIC 125 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Bartels, professeur de droit international à l'Université de Cambridge.

Rapport 2017 pour la Belgique dans le cadre du semestre européen - Principales conclusions :

le 27 avril 2017 (CRIC 161 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Berheim, Analyste économique au sein de la Représentation de la Commission européenne en Belgique ;
- Monsieur Reyntjes, Chef d'équipe pour la Belgique à la Direction générale de l'Emploi (unité D4) de la Commission européenne.



COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

L'entrepreneuriat féminin : le 24 novembre 2016 (CRIC 50 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Lenarduzzi, représentante habilitée de l'Association Jump ;
- Madame Saadaoui, représentante habilitée de l'Association belge des femmes chefs d'entreprises ;

le 19 janvier 2017 (CRIC 84 (2016-2017)), audition de :

- Mesdames Misonne et Peetersille, représentantes habilitées de l'Agence pour l'entreprise et l'innovation ;
- Madame Nazé, représentante habilitée de l'ASBL Momprenneurs.be ;

le 9 mars 2017 (CRIC 126 (2016-2017)), audition de :

- Madame Marlier, représentante habilitée de l'association Femmes de métier ;

le 30 mars 2017 (CRIC 147 (2016-2017)), audition de :

- Madame Azghoud, coordinatrice de la plateforme « Women in Business ».

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS ET DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Proposition de résolution visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie, déposée par Madame Morreale, Messieurs Courard, Mottard, Madame Kapompole et Monsieur Devillers (Doc. 256 (2014-2015) N° 1) : le 5 décembre 2016 (CRIC 52 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Fabrice Peeters, Coordinateur scientifique du Conseil Supérieur de la Santé (CSS) ;
- Monsieur Luc Hens, Professeur émérite, membre du Conseil Supérieur de la Santé (CSS) ;

le 2 février 2017 (CRIC 96 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Vandergeten, Directeur de l'Institut Royal belge pour l'Amélioration de la Betterave (IRBAB) ;
- Monsieur Thiry, représentant habilité de la Fédération wallonne de l'horticulture ;
- Monsieur Fichers, Secrétaire général de Nature et Progrès ;
- Monsieur Schiffers, expert en pesticides et professeur à Gembloux Agro Bio Tech (ULg) ;
- Monsieur Bodson, professeur responsable de l'Unité de Phytotechnie tempérée à Gembloux Agro Bio Tech (ULg) ;

le 4 mai 2017 (CRIC 168 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Bernard, Professeur à l'Unité de toxicologie industrielle et de médecine du travail (UCL).

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ DU PARLEMENT DE WALLONIE, DE LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION ET DE LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ENFANCE DU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES ET DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES DU PARLEMENT FRANCOPHONE BRUXELLOIS

(La 6^e réforme de l'Etat a rendu possible la réunion de commissions interparlementaires.)

Plan transversal Autisme : le 25 janvier 2017 (CRIC 87 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Prévot, Ministre wallon des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine ;
- Madame Frémault, Ministre bruxelloise des Familles, des Personnes handicapées, de l'Action sociale et des Relations internationales.

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA TRANSPARENCE ET LE FONCTIONNEMENT DU GROUPE PUBLIFIN

Le 3 février 2017 (CRIC 99 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Gilles, Président du conseil d'administration de Publifin.

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LA TRANSPARENCE ET LE FONCTIONNEMENT DU GROUPE PUBLIFIN

Le 20 février 2017 (CRIC 112 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Simon, Secrétaire général de la S.A. NETHYS et de la SCiRL PUBLIFIN ;
- Madame Rasmont, Commissaire-réviseur de la SCiRL PUBLIFIN (audition partiellement à huis clos) ;
- Monsieur Vieira, Réviseur de plusieurs entités de la SCiRL PUBLIFIN (audition partiellement à huis clos).

Le 21 février 2017 (CRIC 113 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Pire, Vice-président du Conseil d'administration de la S.A. NETHYS et ancien Vice-Président de la SCiRL PUBLIFIN ;
- Monsieur Drion, ancien Vice-président du Conseil d'administration de la S.A. NETHYS et de la SCiRL PUBLIFIN.

Le 23 février 2017 (CRIC 114 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Lambrecht, Président du Tribunal de première instance du Luxembourg (audition partiellement à huis clos) ;
- Madame Orban, Juge d'instruction au Tribunal de première instance du Luxembourg (audition partiellement à huis clos).

Le 9 mars 2017 (CRIC 124 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Gilles, Président du Conseil d'administration de la SCiRL PUBLIFIN et du Conseil d'administration de la S.A. NETHYS ;
- Monsieur Halin, Échevin des finances de la Commune d'Olne.

Le 10 mars 2017 (CRIC 127 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Moreau, Directeur général de la S.A. NETHYS.

Le 13 mars 2017 (CRIC 128 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Emonts, ancien Président du comité de secteur Énergie de la SCiRL PUBLIFIN ;
- Monsieur Bougnouch, ancien Président du comité de sous-secteur Liège-Ville de la SCiRL PUBLIFIN ;
- Madame Megali, ancienne Présidente du comité de secteur Telecom de la SCiRL PUBLIFIN ;
- Monsieur Duria, responsable administratif au sein de la SCiRL PUBLIFIN et de la S.A. NETHYS et secrétaire des comités de secteur de la SCiRL PUBLIFIN.

Le 16 mars 2017 (CRIC 129 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Planus, employée au sein de la SCiRL PUBLIFIN et déléguée principale CGSP ;
- Madame Gabriel, employée au sein de la SCiRL PUBLIFIN et déléguée principale CSC ;
- Madame Bayer, Directrice générale de la SCiRL PUBLIFIN et membre du Comité de direction de la S.A. NETHYS.

Le 23 mars 2017 (CRIC 141 (2016-2017)), auditions de :

- Madame Lannoy, Directrice générale de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie ;
- Monsieur Marnette, Inspecteur général de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie ;
- Madame Matagne, Directrice f.f. de la Direction du Contrôle des mandats locaux du Service public de Wallonie (audition partiellement à huis clos).

Le 24 mars 2017 (CRIC 143 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Parmentier, ancien chef de Cabinet adjoint au sein du Cabinet du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie du Gouvernement wallon et administrateur au sein de la SCiRL PUBLIFIN, de la S.A. NETHYS et de la S.A. RESA ;
- Monsieur Furlan, ancien Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie du Gouvernement wallon.

Le 27 mars 2017 (CRIC 144 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Ghigny, ancien Président de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) ;
- Monsieur Possemiers, ancien Président de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG).

Le 28 mars 2017 (CRIC 145 (2016-2017)), audition de :

- Monsieur Heyse, Directeur financier de la S.A. NETHYS.

Le 30 mars 2017 (CRIC 146 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Nollet, ancien Vice-président et Ministre du Développement durable, de l'Énergie, du Logement, de l'Immobilier, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique, des Infrastructures et de l'Alliance emploi-environnement du Gouvernement wallon ;
- Monsieur Marcourt, Vice-président et Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique du Gouvernement wallon.

Le 6 avril 2017 (CRIC 148 (2016-2017)), auditions de :
- Messieurs Stein, Amieva-Acebo, Bourlet, Mesdames Mottard, Pirmolin, Monsieur Vanbrabant, anciens membres du Conseil d'administration de la SCiRL PUBLIFIN et anciens membres du comité de secteur Énergie de la SCiRL PUBLIFIN.

Le 13 avril 2017 (CRIC 149 (2016-2017)), auditions de :
- Monsieur Stassart, membre du Conseil d'administration de la SCiRL PUBLIFIN et membre du Conseil d'administration et du comité stratégique de la S.A. NETHYS ;

- Madame Defrang-Firket, ancienne Vice-présidente du Conseil d'administration de la SCiRL PUBLIFIN ;

- Monsieur Hamers, ancien Vice-président du Conseil d'administration de la SCiRL PUBLIFIN ;

- Monsieur Hody, membre du Conseil d'administration de la SCiRL PUBLIFIN.

Le 14 avril 2017 (CRIC 150 (2016-2017)), auditions de :
- Monsieur Demeyer, Président de la fédération provinciale de Liège du PS ;

- Monsieur Bacquelaine, Président de la fédération provinciale de Liège du MR ;

- Monsieur Drion, ancien Vice-président du Conseil d'administration de la S.A. NETHYS et de la SCiRL PUBLIFIN et Président de la fédération provinciale de Liège du cdH ;

- Monsieur Noiret, ancien co-président de la Coordination provinciale Ecolo de la province de Liège ;

- Monsieur Gilles, ancien Président du Conseil d'administration de la SCiRL PUBLIFIN et membre du Conseil d'administration de la S.A. NETHYS.

Le 18 mai 2017 (CRIC 184 (2016-2017)), auditions de :
- Monsieur Spirlet, Chef comptable de la S.A. NETHYS ;

- Monsieur Bernard, Directeur du service juridique de la S.A. NETHYS.

Le 1^{er} juin 2017 (CRIC 196 (2016-2017)), auditions de :

- Monsieur Renier, Président et ancien Directeur juridique de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) ;

- Monsieur Thoreau, Directeur de la Direction socio-économique et tarifaire de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE).

Le 8 juin 2017 (CRIC 198 (2016-2017)), auditions de :
- Monsieur Broers, Bourgmestre de la Commune de Fourons ;

- Monsieur Verlaine, ancien Inspecteur général de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie ;

- Madame Marique, ancienne Directrice générale de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie.

Le 15 juin 2017 (CRIC 206 (2016-2017)), auditions de :
- Monsieur Aquilina, Directeur général de la S.A. Intégrale et administrateur dit externe de la S.A. NETHYS et administrateur de la S.A. AGM ;

- Monsieur Simon, Secrétaire général de la S.A. NETHYS et de la SCiRL PUBLIFIN.

Le 22 juin 2017 (CRIC 211 (2016-2017)), audition de :
- Monsieur Heyse, Directeur financier de la S.A. NETHYS.

DÉBATS EN COMMISSIONS

COMMISSION DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le 3 octobre 2016, débat sur le **Projet de budget de la Région pour l'année 2017** (CRIC 4 (2016-2017)).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE

Le 6 septembre 2017, débat sur **la problématique du fipronil** (CRIC 234 (2016-2017)).

VISITES ET MISSIONS D'ÉTUDES

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Une délégation de la Commission de l'économie et de l'innovation a effectué une mission d'étude sur le thème de **la Silver économie** à Ivry-sur-Seine (France) du 30 novembre au 1^{er} décembre 2016.

La « Silver économie » est le nom donné à une filière lancée en France en 2013. Elle couvre l'ensemble des produits et des services destinés aux personnes âgées de plus de 60 ans.

Cette mission a permis :

- de mieux comprendre les enjeux du vieillissement ;
- de percevoir l'importance économique, les leviers de développement, la croissance potentielle et les perspectives d'emplois dans le secteur des biens et des services destinés aux personnes âgées ;
- de connaître cette filière en développement en France et de découvrir les dernières innovations technologiques ;
- de partager des expériences avec des investisseurs, des fournisseurs de biens et de services et des gestionnaires publics ;
- de comparer la situation de la France avec celle de la Wallonie ;
- de réfléchir à l'accompagnement des entreprises du secteur lors de leur création et de leur développement, et éventuellement de mettre en place une filière en Wallonie.

Un rapport a été présenté par M. Evrard le 11 janvier 2017 (Doc. 718 (2016-2017) N° 1).

Le 10 mars 2017, une délégation de la Commission de l'économie et de l'innovation a effectué une mission d'étude sur **les clusters d'innovation** développés à l'Université technique de Rhénanie-Westphalie à Aix-la-Chapelle (Allemagne). Les objectifs de la mission étaient :

- un échange sur ces thématiques avec les membres de la Commission de l'économie et de la recherche au Parlement de Rhénanie du Nord-Westphalie ;
- la visite de l'Université technique de Rhénanie-Westphalie à Aix-la-Chapelle et une rencontre avec les représentants de trois clusters réputés pour leur capacité à générer des brevets dans les domaines de la technologie médicale, de la technologie laser et de la mobilité électrique.

Un rapport a été présenté par Mme Stommen le 5 avril 2017 (Doc. 775 (2016-2017) N° 1).

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Une délégation de la Commission des pouvoirs locaux, du logement et des infrastructures sportives a effectué une **mission d'étude au Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM)** du 13 au 16 mars 2017 à Cannes (France). La politique des grandes villes et la politique du logement sont des matières en mutation. L'objectif de la mission était de prendre connaissance de manière concrète des expériences et des modèles existants afin de pouvoir légiférer en appréhendant adéquatement les spécificités en la matière.

BUDGET DE LA RÉGION

Notes de politique générale pour la session 2016-2017

- Rapport présenté au nom de la Commission des affaires générales et des relations internationales par Mme Durenne, 19 octobre 2016 (Doc. 619 (2016-2017) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé par Mmes Bonni et De Bue, 18 octobre 2016 (Doc. 615 (2016-2017) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'économie et de l'innovation par M. Evrard, 18 octobre 2016 (Doc. 616 (2016-2017) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie par M. Stoffels, 18 octobre 2016 (Doc. 617 (2016-2017) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports par MM. Lenzini et Maroy, 20 octobre 2016 (Doc. 620 (2016-2017) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'emploi et de la formation par Mme Gonzalez Moyano, 18 octobre 2016 (Doc. 618 (2016-2017) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission du budget et de la fonction publique par M. Lefebvre, [à paraître] (Doc. 621 (2016-2017) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'agriculture et du tourisme par M. Prévot, 19 octobre 2016 (Doc. 622 (2016-2017) N° 1).



PROJETS DE DÉCRET DE NATURE BUDGÉTAIRE

Document	Intitulé
Doc. 626 (2016-2017) N° 6	Projet de décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 627 (2016-2017) N° 7	Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, adopté le 21 décembre 2016
Doc. 826 (2016-2017) N° 4	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, adopté le 12 juillet 2017
Doc. 827 (2016-2017) N° 4 et 4bis	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, adopté le 12 juillet 2017

COUR DES COMPTES

Outre sa fonction de conseiller budgétaire, la Cour des comptes exerce notamment un contrôle financier, un contrôle de légalité et de régularité sur les dépenses et les recettes de la Région wallonne. Elle est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle réalise.

Dans ce cadre, ont été reçus :

- le **27^e cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II (Doc. 877 (2016-2017) N° 1) ;
- le **28^e cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule Ier (Doc. 784 (2016-2017) N° 1). Relevons que le Premier Président de la Cour des comptes a été reçu au Parlement de Wallonie le 27 avril 2017 afin de remettre officiellement ce cahier au Président André Antoine ;
- un rapport d'audit sur la gestion des taxes de circulation en Région wallonne, envoyé en Commission du budget et de la fonction publique le 10 octobre 2016 ;

- un rapport d'audit sur la mise en œuvre de la directive-cadre européenne sur l'eau en Région wallonne - État des lieux de la gestion de la qualité des masses d'eau, envoyé en Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports le 19 décembre 2016 ;

- un rapport d'audit sur les primes à l'investissement aux PME, envoyé en Commission de l'économie et de l'innovation le 25 janvier 2017.

CONSEIL D'ÉTAT ET COUR CONSTITUTIONNELLE

CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'état est doté d'une section de législation chargée de fournir un avis technique aux parlements et aux gouvernements à propos des textes législatifs et réglementaires.

L'avis de la section de législation a plus précisément pour objet de vérifier la conformité des textes proposés avec les

normes juridiques existantes, la compétence de l'autorité qui en prend l'initiative et la bonne rédaction des textes.

Au cours de la session ordinaire 2016-2017, le Conseil d'Etat a remis au Parlement des avis sur les projets et propositions de décret suivants :

Document	Intitulé
Doc. 604 (2016-2017) N° 2	Proposition de décret visant à interdire l'abattage sans étourdissement en Wallonie déposée par M. Arens. Avis du Conseil d'Etat donné le 20 février 2017.
Doc. 704 (2016-2017) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I., portant des dispositions diverses et abrogeant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public. Avis du Conseil d'Etat donné le 16 mars 2017.
Doc. 739 (2016-2017) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article 1 ^{er} du décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial déposée par MM. Fourny, Stoffels, Mme Gérardon, MM. Baurain, Denis et Mme Waroux. Avis du Conseil d'Etat donné le 16 mars 2017.
Doc. 740 (2016-2017) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article 1 ^{er} du décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial déposée par MM. Stoffels, Fourny, Baurain, Sampaoli, Mme Waroux et M. Lenzi. Avis du Conseil d'Etat donné le 16 mars 2017.
Doc. 778 (2016-2017) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article D.IV.9. du Code du Développement territorial déposée par MM. Dodrimont, Lecerf, Mme De Bue, MM. Maroy, Wahl et Jeholet. Avis du Conseil d'Etat donné le 12 juin 2017.
Doc. 779 (2016-2017) N° 2	Proposition de décret visant à insérer un article 1 ^{er} bis et à modifier l'article 3 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux pour reconnaître à l'animal le caractère d'être vivant et sensible déposée par Mme Defraigne. Avis du Conseil d'Etat donné le 14 juin 2017.
Doc. 789 (2016-2017) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article D.V.1 du Code du Développement territorial déposée par M. Dodrimont. Avis du Conseil d'Etat donné le 10 mai 2017.
Doc. 789 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret modifiant l'article D.V.1 du Code du Développement territorial déposée par M. Dodrimont. Avis du Conseil d'Etat donné le 12 juin 2017.
Doc. 790 (2016-2017) N° 2	Proposition de décret modifiant les articles D.II.23, D.II.64, D.VI.17, D.VI.49 et D.VII.1 du Code du Développement territorial et visant à y insérer un article D.II.25bis déposée par M. Dodrimont. Avis du Conseil d'Etat donné le 10 mai 2017.
Doc. 790 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret modifiant les articles D.II.23, D.II.64, D.VI.17, D.VI.49 et D.VII.1 du Code du Développement territorial et visant à y insérer un article D.II.25bis déposée par M. Dodrimont. Avis du Conseil d'Etat donné le 12 juin 2017.





COUR CONSTITUTIONNELLE

La Cour constitutionnelle contrôle les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale.

La Cour veille par ailleurs au respect des articles de la Constitution qui garantissent notamment les principes d'égalité, de non-discrimination ou encore, depuis la sixième réforme de l'Etat, de loyauté fédérale.

Au cours de la session 2016-2017, le Parlement de Wallonie a publié un arrêt concernant un décret de la Région wallonne, à savoir :

- l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 17 novembre 2016 concernant le recours en annulation des articles 39 et 40 du décret de la Région wallonne du 17 décembre 2015 contenant le **budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016** et de l'article de base 36.01.90 de la Division organique 17 du Budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 annexé à ce décret (Doc. 681 (2016-2017) N° 1).

D. CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT WALLON

Le Gouvernement wallon élu par le Parlement se composait de 8 membres jusqu'au 28 juillet 2017¹ :

- **M. Paul Magnette**, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
- **M. Maxime Prévot**, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine ;
- **M. Jean-Claude Marcourt**, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique ;
- **Mme Eliane Tillieux**, Ministre de l'Emploi et de la Formation ;
- **M. Carlo Di Antonio**, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal ;
- **M. Christophe Lacroix**, Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie ;
- **M. Pierre-Yves Dermagne**², Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement ;
- **M. René Collin**, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région.

Le 2 mai 2017, le Ministre-Président, Paul Magnette, a présenté devant le Parlement son « Discours sur l'état de la Wallonie » (CRI N° 18 (2016-2017)). Il a fait l'objet d'un débat en séance plénière du 3 mai 2017 (CRI N° 19 (2016-2017)).

Le 28 juillet 2017, l'adoption d'une motion de méfiance constructive (Doc. 878 (2016-2017) N° 2) a conduit à l'installation d'un nouveau Gouvernement³ composé comme suit :

- **M. Willy Borsus**, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
- **Mme Alda Greoli**, Vice-Présidente et Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;
- **M. Pierre-Yves Jeholet**, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation ;
- **M. Carlo Di Antonio**, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings ;
- **M. Jean-Luc Crucke**, Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports ;
- **M. René Collin**, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région ;
- **Mme Valérie De Bue**, Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives.

Le 28 juillet 2017, le Ministre-Président a présenté devant le Parlement sa « Déclaration de politique régionale » (Doc. 880 (2016-2017) N° 1). Elle a fait l'objet d'un débat (CRI N° 26 (2016-2017)).

¹ Pour une lecture détaillée de la répartition des compétences entre les Ministres, voir l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015 et l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 avril 2016, ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement.

² En remplacement de M. Paul Furlan, démissionnaire, en date du 26 janvier 2017.

³ Voir l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement.



INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

Un député peut exercer sa mission de contrôle sur le Gouvernement par le biais d'une interpellation ou d'une question parlementaire. La question parlementaire peut prendre la forme d'une question orale, d'une question d'actualité, d'une question urgente ou encore d'une question écrite.

Une interpellation est une demande d'explication adressée à un ou plusieurs ministres à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique du Gouvernement et qui peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions.

Une question orale est une question parlementaire qui est développée en réunion de commission. Elle n'ouvre pas de perspective de dépôt d'une motion.

La question d'actualité est une demande d'explication adressée à un membre du Gouvernement en séance

plénière. Elle porte sur un événement présentant un caractère d'actualité et dont le développement, en raison de son objet, ne peut attendre une prochaine réunion de commission.

La question urgente est une question orale qui porte sur un événement surgi quelques heures avant la séance plénière.

Enfin, la question écrite ne fait pas l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière. Elle est adressée à un membre du Gouvernement dans le but d'obtenir des éclaircissements sur des points particuliers de la législation ou encore en vue de faire préciser un aspect de sa politique.

Le Parlement de Wallonie aura connu, durant la session 2016-2017, 59 interpellations, 2 071 questions orales, 249 questions d'actualité, 66 questions urgentes et 5 367 questions écrites.

Ministres jusqu'au 28 juillet 2017	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Questions urgentes	Questions écrites
Paul Magnette	5	93	23	4	148
Maxime Prévot	14	335	39	8	1244
Jean-Claude Marcourt	6	220	24	9	395
Paul Furlan ¹	1	108	11	4	283
Eliane Tillieux	2	260	21	2	395
Carlo Di Antonio	5	376	44	15	1102
Christophe Lacroix	9	228	33	10	400
Pierre-Yves Dermagne ²	7	126	9	3	386
René Collin	10	325	31	7	701

Ministres à partir du 28 juillet 2017	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Questions urgentes	Questions écrites
Willy Borsus	-	-	-	3	14
Alda Greoli	-	-	1	-	30
Pierre-Yves Jeholet	-	-	6	-	67
Carlo Di Antonio	-	-	4	-	93
Jean-Luc Crucke	-	-	1	1	29
René Collin	-	-	2	-	41
Valérie De Bue	-	-	-	-	39

¹ Jusqu'au 26 janvier 2017, date de la démission de M. Furlan.

² A partir du 26 janvier 2017, en remplacement de M. Furlan, démissionnaire.

RAPPORTS

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement de Wallonie est publiée chaque année avant le 31 octobre sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2016-2017, cette liste a été publiée le 28 octobre 2016 (Doc. 607 (2016-2017) N° 1).

MÉDIATEUR

Un accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne a créé un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

Les 3 et 4 octobre 2016, M. Marc Bertrand, Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a présenté son quatrième rapport annuel (Doc. 507 (2015-2016) N° 1) dans les différentes commissions concernées. Cette présentation et les échanges de vues qui s'en sont suivis figurent dans un rapport unique présenté au nom de la Commission du budget et de la fonction publique (Doc. 507 (2015-2016) N° 2).



E. RÉOLUTIONS

Tout député peut déposer une proposition de résolution en vue de formaliser l'expression du Parlement de Wallonie sur un problème de société.

Ci-après la liste des résolutions déposées, adoptées, rejetées ou retirées au cours de la session 2016-2017 :

Document	Intitulé
Doc. 402 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'attractivité de la Wallonie rurale pour les citoyens et les entreprises déposée par Messieurs Jeholet, Bellot, Madame Brogniez, Messieurs Dodrimont, Evrard et Lecerf, rejetée le 21 septembre 2016
Doc. 416 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution visant à la consolidation de la Cellule d'informations financières (CIF) en matière de partenariats publics-privés et à l'élargissement de ses missions en matière de programmes d'investissements déposée par Messieurs Fourny, Drèze et Madame Simonet, adoptée le 8 mars 2016
Doc. 456 (2015-2016) N° 5	Proposition de résolution relative à l'encadrement du déploiement des compteurs communicants en Wallonie déposée par Messieurs Henry et Hazée, adoptée le 21 septembre 2016
Doc. 496 (2015-2016) N° 4	Proposition de résolution visant à la création de petites cités administratives de proximité déposée par MM. Fourny et Arens, adoptée le 7 décembre 2016
Doc. 504 (2015-2016) N° 7	Proposition de résolution visant à améliorer le soutien social aux agriculteurs déposée par Messieurs Courard, Prévot, Madame Poulin, Messieurs Lefebvre, Stoffels et Collignon, adoptée le 22 mars 2017
Doc. 534 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution visant à lutter contre les discriminations en matière de logement déposée par Mesdames Kapomple, Gahouchi, Messieurs Dermagne, Stoffels, Luperto et Collignon, adoptée le 28 juin 2017
Doc. 546 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution relative à la gestion forestière wallonne déposée par Messieurs Evrard, Prévot, Desquesnes, Madame Brogniez, Messieurs Courard et Arens, adoptée le 9 novembre 2016
Doc. 549 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution relative à l'information des familles de défunts quant aux différentes possibilités offertes en matière de destination de cendres funéraires déposée par Mesdames Salvi, Trotta, Messieurs Knaepen, Arens, Dupont et Mouyard, adoptée le 9 novembre 2016
Doc. 552 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à supprimer les avantages fiscaux pour les véhicules de société équipés de motorisations au diesel déposée par Monsieur Puget, rejetée le 8 mars 2016
Doc. 570 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution visant à la mise en place d'une filière de « Silver Economie » en Wallonie au service des aînés pour une vie de qualité déposée par Messieurs Fourny, Collignon, Crucke, Daele, Mesdames Salvi et Simonet, adoptée le 19 avril 2017
Doc. 579 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'accessibilité des services publics pour les personnes sourdes ou malentendantes déposée par Madame Lecomte, Monsieur Jeholet, Mesdames Durenne, Potigny et Defrang-Firket
Doc. 587 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à développer les investissements d'infrastructures du Groupe TEC déposée par Messieurs Hazée et Henry
Doc. 588 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à protéger et à promouvoir les produits issus du terroir wallon déposée par Monsieur Puget, rejetée le 23 novembre 2016
Doc. 589 (2016-2017) N° 3	Proposition de résolution visant à promouvoir le télétravail des fonctionnaires au sein des espaces de travail partagés et notamment au sein des espaces du réseau de coworking « CoWallonia » déposée par Mmes Kapomple, Poulin, MM. Dupont, Lefebvre, Onkelinx et Collignon, adoptée le 7 décembre 2016
Doc. 590 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à la création d'une cellule de prévention et d'anticipation des restructurations déposée par MM. Henry, Hazée, Mme Ryckmans et M. Daele
Doc. 591 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à la mise en place de droits de douane sociaux et environnementaux déposée par Mme Ryckmans et M. Hazée
Doc. 605 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à promouvoir l'« or bleu wallon » déposée par MM. Jeholet, Crucke, Mme De Bue, MM. Dodrimont, Lecerf et Maroy, rejetée le 8 mars 2016
Doc. 608 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution demandant au Gouvernement d'adopter un avis de principe favorable à l'extension du droit de vote des Belges résidant à l'étranger lors des élections du Parlement wallon déposée par Mme Defrang-Firket, MM. Jeholet, Wahl, Mmes Durenne, Lecomte et M. Tzanetatos

Document	Intitulé
Doc. 609 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à soutenir le recours au travail intérimaire au sein de la fonction publique wallonne déposée par MM. Jeholet, Henquet, Mmes Nicaise, Baltus-Möres, Potigny et M. Crucke, rejetée le 14 juin 2017
Doc. 610 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à l'organisation d'une expérience-pilote de test du bulletin de vote en braille lors de la prochaine élection du Parlement wallon déposée par Mme Leal Lopez, MM. Fourny, Arens et Mme Salvi
Doc. 611 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer les conditions de transport des usagers empruntant le service de transport scolaire déposée par Mmes De Bue, Galant, MM. Dodrimont, Lecerf, Maroy et Jeholet
Doc. 629 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à soutenir le développement des monnaies locales et à leur garantir un cadre légal déposée par MM. Crucke, Destrebecq, Dodrimont, Evrard, Mme Defraigne et M. Jeholet
Doc. 634 (2016-2017) N° 3	Proposition de résolution sur l'avenir du précompte immobilier et la position du Gouvernement wallon en la matière déposée par M. Jeholet, Mme Kapompole, MM. Fourny et Hazée, adoptée le 7 décembre 2016
Doc. 649 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à demander au Gouvernement wallon de conclure un accord bilatéral entre la Région wallonne et la France concernant le passage transfrontalier des véhicules d'une charge supérieure à 40 tonnes déposée par Mme Galant, MM. Jeholet, Destrebecq, Knaepen, Mmes De Bue et Baltus-Möres
Doc. 673 (2016-2017) N° 6	Proposition de résolution visant à développer une politique ambitieuse en matière de qualité de l'air en Wallonie déposée par M. Stoffels, Mme Morreale, M. Denis, Mme Gérardon, M. Lenzini et Mme Trotta, adoptée le 31 mai 2017
Doc. 675 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution en faveur du maintien du vote électronique pour les élections communales et provinciales déposée par M. Crucke, Mme Galant, MM. Jeholet, Dodrimont, Mmes Defraigne et Lecomte, rejetée le 8 mars 2016
Doc. 682 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à établir une stratégie ferroviaire wallonne déposée par MM. Martin, Collignon, Dermagne, Stoffels, Mmes Zrihen et Morreale
Doc. 683 (2016-2017) N° 5	Proposition de résolution visant à défendre l'exonération des investissements publics dans le cadre de l'application des nouvelles normes comptables du Système européen comptable (SEC) déposée par M. Collignon, Mme Kapompole, M. Dupont et Mme Zrihen, adoptée le 22 mars 2017
Doc. 684 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer le système d'identification des animaux domestiques déposée par MM. Dupont, Martin, Mme Trotta, MM. Sampaoli, Legasse et Mme Bonni
Doc. 688 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à instituer une commission spéciale chargée d'examiner l'ampleur des dysfonctionnements concernant la gestion des certificats verts déposée par M. Jeholet, rejetée le 28 juin 2017
Doc. 690 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à rendre plus performants les outils d'analyse de la situation compétitive de la Wallonie et de son impact sur le taux d'emploi déposée par M. Stoffels
Doc. 691 (2016-2017) N° 4	Proposition de résolution visant à définir une stratégie de promotion de l'eau de distribution déposée par Mme Lambelin, MM. Prévot, Collignon, Mme Trotta, MM. Luperto et Onkelinx, adoptée le 8 mars 2016
Doc. 717 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à insérer davantage le numérique dans la formation continue et dans le contrat de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREm) déposée par MM. Jeholet, Henquet, Mmes Nicaise, Baltus-Möres, Potigny et M. Tzanetatos
Doc. 721 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à mieux valoriser les métiers du secteur de l'aide à domicile, notamment celui de l'aide familiale, dans le cadre de l'assurance autonomie déposée par Mme Bonni et M. Stoffels
Doc. 734 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la transparence et d'analyser le fonctionnement du Groupe Publifin ainsi que d'étudier, le cas échéant, d'éventuels dysfonctionnements au sein d'autres structures à participation publique déposée par MM. Hazée et Jeholet, rejetée le 1 ^{er} février 2017
Doc. 736 (2016-2017) N° 3	Proposition de résolution portant création d'une commission spéciale chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin déposée par MM. Collignon et Fourny, adoptée le 1 ^{er} février 2017
Doc. 741 (2016-2017) N° 2	Proposition de résolution appelant à soutenir des pratiques traditionnelles à l'égard de certains oiseaux chanteurs déposée par MM. Jeholet et Crucke, retirée par ses auteurs le 14 février 2017

Document	Intitulé
Doc. 742 (2016-2017) N° 4	Proposition de résolution visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin déposée par MM. Collignon et Fourny, adoptée le 15 février 2017
Doc. 744 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à limiter l'impact des fluctuations du marché du lait pour les producteurs wallons déposée par MM. Stoffels, Courard, Prévot, Mmes Poulin, Morreale et M. Collignon
Doc. 748 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à réorganiser la gestion de l'eau en Wallonie autour de la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) et de la Société wallonne des eaux (SWDE) déposée par M. Puget
Doc. 751 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative au visa de l'Ordre des architectes dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme déposée par MM. Dodrimont, Lecerf, Mme De Bue, MM. Maroy, Wahl et Jeholet
Doc. 758 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à promouvoir une consommation écoresponsable en Wallonie déposée par Mme Waroux, M. Baurain, Mmes Moinnet, Stommen, Simonet et M. Desquesnes
Doc. 762 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à instaurer l'obligation pour les demandeurs d'emploi faiblement qualifiés de se former aux métiers en pénurie déposée par MM. Jeholet, Henquet, Tzanetatos, Mmes Nicaise, Baltus-Möres et Potigny, rejetée le 14 juin 2017
Doc. 763 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution demandant au Gouvernement wallon d'évaluer l'impact du burn-out sur le taux d'emploi et sur l'employabilité des travailleurs déposée par M. Stoffels
Doc. 764 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à accroître les actions de lutte contre la prolifération des chats errants déposée par M. Dodrimont, Mme De Bue, MM. Maroy, Lecerf, Mme Lecomte et M. Destrebecq
Doc. 765 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à organiser une permanence vétérinaire au sein des grandes villes wallonnes à destination des animaux des personnes sans abri déposée par M. Dodrimont, Mme De Bue, MM. Maroy, Lecerf, Mme Lecomte et M. Destrebecq
Doc. 769 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à créer une norme d'aptitude intergénérationnelle de l'habitat (AplH) et à mettre en place un système « Qualipack » déposée par Mme Leal Lopez, MM. Fourny et Arens
Doc. 776 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à lutter contre la présence de canettes parmi les déchets sauvages déposée par M. Fourny, Mme Waroux, M. Baurain, Mmes Salvi, Vandorpe et Leal Lopez
Doc. 777 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à mettre en place une campagne de sensibilisation liée aux dangers de l'utilisation des pesticides ainsi qu'à instaurer une obligation de reprise des emballages contenant ou ayant contenu des pesticides déposée par Mmes Morreale, Kapompole, MM. Denis, Stoffels, Fontaine et Collignon
Doc. 780 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à favoriser les alternatives à l'expérimentation animale déposée par MM. Stoffels, Dodrimont et Mme Waroux
Doc. 788 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à la limitation de l'accès à la propriété, principalement pour les jeunes déposée par MM. Antoine et Fourny
Doc. 798 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à inscrire dans les prochains plans d'investissement communaux les investissements d'équipement réalisés dans les parcs résidentiels touristiques concernés par le Plan habitat permanent déposée par M. Dodrimont
Doc. 804 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à l'impact de l'économie numérique sur le marché de l'emploi déposée par M. Stoffels
Doc. 805 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à une meilleure inclusion sociale des personnes handicapées déposée par M. Stoffels
Doc. 806 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à encourager les partenariats entre les provinces et les communes dans le cadre de l'habitat permanent déposée par M. Dodrimont
Doc. 808 (2016-2017) N° 2	Proposition de résolution relative à une intervention volontaire dans le cadre d'une action civile introduite devant le tribunal civil de première instance de Namur le 23 mai 2017 déposée par M. Antoine, Mme Pécriaux, MM. Onkelinx, Wahl et Collignon, adoptée le 22 mai 2017
Doc. 811 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant diverses mesures en matière de chasse afin d'optimiser la régulation du sanglier sur le territoire de la Wallonie déposée par Mme Brogniez, MM. Mouyard, Evrard, Mmes Louvigny, Baltus-Möres et M. Jeholet

Document	Intitulé
Doc. 814 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à mener une campagne de sensibilisation sur le rôle positif des travailleurs du secteur de gestion des déchets déposée par Mme Galant, MM. Jeholet, Lecerf, Knaepen, Mmes Warzée-Caverenne et Lecomte
Doc. 817 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à la constitution d'un cadre général de l'apprentissage à la conduite, d'une part, et du secteur professionnel de la formation à la conduite, d'autre part déposée par Mmes Baltus-Môres, De Bue, Nicaise, Warzée-Caverenne, Defrang-Firket et M. Jeholet
Doc. 818 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à implémenter une politique tarifaire sociale active à destination des jeunes usagers du TEC déposée par Mme Gérardon, MM. Collignon, Sampaoli, Lenzini, Stoffels et Furlan
Doc. 819 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à assurer l'équité entre les propriétaires de panneaux photovoltaïques et à poursuivre le développement de la filière photovoltaïque déposée par MM. Fourny, Drèze, Arens et Mme Moinnet
Doc. 820 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à l'interdiction des perturbateurs endocriniens déposée par Mme Waroux, MM. Arens, Baurain, Mmes Moinnet, Simonet et M. Desquesnes
Doc. 821 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer la qualité de vie des familles monoparentales déposée par Mmes Vandorpe, Salvi, Leal Lopez, Simonet, MM. Fourny et Drèze
Doc. 822 (2016-2017) N° 3	Proposition de résolution visant la prévention de la santé, l'amélioration de la santé mentale et de l'accompagnement des détenus déposée par Mmes Salvi, Kapompole, Leal Lopez et M. Onkelinx, adoptée le 14 juin 2017
Doc. 824 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à l'harmonisation progressive des tarifs de distribution de l'énergie en Wallonie déposée par MM. Arens, Fourny et Mme Stommen
Doc. 825 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant l'efficacité dans la gestion administrative des aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole déposée par Mme Brogniez, M. Jeholet, Mmes Durenne, Louvigny, M. Evrard et Mme Baltus-Môres
Doc. 828 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à la modification de la répartition de lits de maisons de repos et de soins prévue à l'article 346 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé déposée par Mme Durenne, M. Jeholet, Mme De Bue, MM. Knaepen, Wahl et Mme Defrang-Firket
Doc. 830 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à prendre des mesures immédiates dans le cadre d'un déficit de précipitations sur le territoire de la Wallonie déposée par M. Puget
Doc. 836 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à mettre en place une politique publique d'encadrement des professions relatives à l'éducation des chiens déposée par MM. Dupont, Legasse, Martin, Collignon, Mmes Trotta et Bonni
Doc. 841 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à augmenter les espaces verts pour tous en zones urbaines déposée par M. Henry et Mme Ryckmans
Doc. 863 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à optimiser l'introduction, par l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W), de dossiers au niveau européen afin de bénéficier d'aides européennes à la promotion des produits agricoles dans les pays tiers situés hors de l'Union européenne déposée par MM. Evrard, Jeholet, Mme Brogniez, M. Mouyard, Mme Louvigny et M. Destrebecq
Doc. 884 (2016-2017) N° 6	Proposition de résolution chargeant la Cour des comptes de réaliser un état des lieux des finances publiques wallonnes déposée par MM. Wahl, Fourny, Destrebecq et Drèze, adoptée le 6 septembre 2017
Doc. 885 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à adopter une stratégie climatique en vue de mettre en œuvre l'Accord de Paris déposée par M. Henry, Mme Ryckmans, MM. Daele et Hazée
Doc. 886 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative à la mise en œuvre d'une politique wallonne du climat déposée par M. Fourny, Mme Waroux et M. Drèze
Doc. 890 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution relative aux accords de libre-échange négociés par l'Union européenne déposée par Mmes Zrihen, Gahouchi, Morreale et M. Legasse





F. DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

En vertu de l'article 70 du Règlement, la Conférence des présidents peut, d'initiative ou sur proposition d'une commission, décider d'organiser un débat extraordinaire en séance plénière sur un thème particulier. Il en va de même, en application de l'article 145.4, lorsque plusieurs questions d'actualité portent sur le même sujet.

DÉBATS EXTRAORDINAIRES

- Débat sur l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (séance plénière du 5 octobre 2016, CRI N° 2 (2016-2017)).
- Débat sur les projets de Traité CETA et de Déclaration interprétative du traité (séance plénière du 14 octobre 2016, CRI N° 3 (2016-2017)).
- Débat sur les grandes orientations de la politique wallonne (séance plénière du 17 octobre 2016, CRI N° 4 (2016-2017)).
- Débat sur l'Accord économique et commercial global (AECG-CETA) (séance plénière du 28 octobre 2016, CRI N° 6 (2016-2017)).
- Débat sur la politique climatique (séance plénière du 9 novembre 2016, CRI N° 7 (2016-2017)).
- Débat sur Publifin, les comités de secteur et les rémunérations au sein des intercommunales (séance plénière du 18 janvier 2017, CRI N° 11 (2016-2017)).
- Débat suite à la communication du Gouvernement wallon sur les nouvelles mesures de gouvernance (séance plénière du 26 janvier 2017, CRI N° 12 (2016-2017)).
- Débat sur l'état de la Wallonie (séances plénières des 2 et 3 mai 2017, CRI N° 18 (2016-2017) et CRI N° 19 (2016-2017)).

DÉBAT SUR BASE DE QUESTIONS D'ACTUALITÉ

- Débat sur la réforme des allocations familiales (séance plénière du 15 février 2017, CRI N° 14 (2016-2017)).

G. DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL

Les députés et les membres du Gouvernement peuvent présenter une déclaration d'intérêt régional au début de chaque séance plénière. Cette déclaration porte sur un sujet précis d'intérêt régional. Il peut s'agir notamment de la présentation d'une proposition ou d'un projet de décret ou d'une proposition de résolution.

Durant la session 2016-2017, 73 déclarations d'intérêt régional ont été prononcées.

H. PÉTITIONS

Durant la session 2016-2017, 1 pétition a été jugée recevable et examinée en commission. Il s'agit de la « Pétition concernant la société Renogen » (Doc. 701 (2016-2017) N° 1), examinée en Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports le 7 novembre 2016 (CRIC 29 (2016-2017)) et le 19 décembre 2016 (CRIC 67 (2016-2017)).

I. CONSULTATIONS PUBLIQUES

L'ensemble des textes législatifs et des résolutions soumis à l'examen du Parlement est ouvert à la consultation publique en ligne. Les personnes ou les organismes intéressés ont ainsi la possibilité d'exprimer auprès du Parlement une opinion sur une proposition ou un projet de décret ou sur une proposition de résolution.

Durant la session 2016-2017, 175 avis ont été reçus et envoyés en commission.





RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ

A. ÉVÉNEMENTS

OPÉRATION « UN JOUR AU PARLEMENT DE WALLONIE »

Entre le 21 février et le 28 avril 2017, la sixième édition de l'opération « **Un jour au Parlement de Wallonie** » a rassemblé 2024 élèves et 183 professeurs de 56 établissements scolaires primaires et secondaires, tous réseaux confondus. Le succès a été tel que de nombreuses demandes ont dû être refusées.

Le 21 février, l'opération a permis, pour la première fois, aux **élèves de la Communauté germanophone** de se glisser dans la peau d'un député wallon. 150 élèves de l'enseignement primaire et secondaire ont pu profiter, en langue allemande, d'une présentation générale du Parlement de Wallonie, d'une rencontre avec des députés et d'une visite guidée du Parlement de Wallonie.

Lors d'une telle journée, les élèves prêtent serment en salle des séances plénières, prennent en considération leurs propres propositions de décret, les améliorent en commissions parlementaires présidées par des députés, travaillent avec des fonctionnaires du Parlement et votent les propositions de décret, comme le font les véritables députés.

PANEL CITOYEN SUR LES ENJEUX DU VIEILLISSEMENT

Le Parlement a innové en organisant **le premier panel citoyen**. Sur la thématique des enjeux du vieillissement, 30 citoyens ont été invités à s'impliquer dans le processus de délibération politique. En préparation à ce panel citoyen, le Parlement a fait réaliser un **sondage** auprès de 1.000 Wallons sur la thématique retenue et une enquête audiovisuelle qualitative qui permet d'entendre l'opinion d'une quarantaine de Wallons.

A l'occasion du sondage, 30 citoyens ont été sélectionnés en sorte de refléter la population wallonne. Ils ont été identifiés dans le respect des équilibres de genre, d'âge, de profession, de milieu social et d'origine territoriale, au départ des sondés ayant fait part de leur disponibilité.

Ce panel de 30 citoyens était invité à échanger, sur base des enjeux et des controverses, avec l'ambition de créer un véritable dialogue avec les élus et de resserrer les liens entre citoyens et élus.

Quatre réunions se sont tenues entre le 21 avril et le 12 mai 2017. Lors de la journée de conclusion du 12 mai, retransmise en direct sur le site web du Parlement, les membres du panel ont pu présenter aux députés et au Gouvernement les conclusions qu'ils ont adressées au Parlement par le biais d'une **déclaration-consensus**. Cette déclaration ainsi que le **compte rendu des débats** sont publiés par le Parlement.

DIVERS

OCTOBRE 2016

Le 15 octobre 2016, à l'initiative du Rotary Club de Namur, le Parlement a accueilli un groupe de **180 jeunes du Rotary**, âgés de 16 à 18 ans, participant à un échange international.

Le 17 octobre 2016, à l'occasion de la **Journée mondiale du refus de la misère**, 120 personnes vivant des situations de pauvreté ont rencontré les parlementaires ainsi que d'autres acteurs de la société civile.

Le 19 octobre 2016, le Parlement de Wallonie a ouvert ses portes à plusieurs **associations œuvrant sur le territoire wallon dans le domaine de la déficience visuelle**. Une prise de parole a suivi qui a permis à M. Mikael Turi, malvoyant, de présenter aux députés les priorités des associations. Celles-ci concernaient notamment l'accessibilité et la mobilité, l'inclusion scolaire, l'aide aux personnes de plus de 65 ans et la surdité. Plusieurs membres de ces associations ont pu bénéficier d'une visite guidée du Parlement adaptée à leur handicap.

Le 22 octobre 2016, le Parlement a accueilli 30 enfants âgés de 9 à 12 ans, participant à l'**opération de la Ville de Namur « Je découvre ma ville »**. Après la projection d'un film sur la Wallonie et une visite du Parlement, les enfants ont prêté serment dans la salle des séances plénières. Ils ont ensuite présenté et discuté quatre propositions de résolution et les ont votées. A la fin de l'activité, chaque enfant a reçu son diplôme de parlementaire d'un jour.



NOVEMBRE 2016

Le 9 novembre 2016 a eu lieu une **action de sensibilisation aux enjeux de l'alimentation**. Deux associations actives dans ce domaine, Entraide et Fraternité et SOS Faim, ont eu l'occasion de présenter aux députés leurs préoccupations actuelles, par le biais notamment d'une dégustation de produits locaux.

Le 11 novembre 2016, Madame Isabelle Moinnet, députée, a déposé une gerbe de fleurs au nom du Parlement devant la **tombe du soldat inconnu** à Bruxelles.

DÉCEMBRE 2016

Le 8 décembre 2016, 40 étudiants ont participé à un **cours pratique d'argumentation politique** dans la Salle des séances plénières.

Le **30^e anniversaire du décret instituant Namur capitale de la Région wallonne** a été célébré le 11 décembre 2016 à l'initiative de la Commission Namur Capitale qui a organisé un moment d'échange autour des interactions entre la Wallonie et sa capitale.

FÉVRIER-MARS 2017

Du 22 février au 29 mars 2017, 60 étudiants ont été accueillis dans le cadre du **Parlement jeunesse consacré au développement durable**.

AVRIL 2017

Le 22 avril 2017, l'**opération Didacti'Parl** a permis de présenter à 15 professeurs les outils pédagogiques mis en place par le Parlement.

Le 25 avril 2017, l'**Assemblée générale des Jeunes Wallons pour l'Environnement** (GoodPlanet Belgium) a réuni 80 participants.

JUIN 2017

Un **rassemblement national des porte-drapeaux** s'est tenu à Namur le 17 juin 2017. Organisé par le Parlement de Wallonie à l'initiative de la Fédération Nationale des Combattants de Belgique (FNC) et en collaboration avec la Ville de Namur, cette cérémonie a rassemblé quelque 250 porte-drapeaux. Le Président

du Parlement a salué l'action de la FNC qui sensibilise régulièrement les jeunes générations aux dangers du populisme et de l'intolérance.

La mise à l'honneur des **lauréats de l'édition 2017 du Prix Arthur Haulot** s'est déroulée le 18 juin 2017 en séance plénière du Parlement, en présence de Mme Claire Pahaut, Présidente du jury. Depuis dix ans, le Prix Haulot s'adresse aux jeunes citoyens afin de les intéresser au travail de mémoire et, de façon plus large, à l'importance des valeurs démocratiques, au maintien de la paix et au respect des différences. Ont été primés :

- l'Ecole fondamentale Naniot en collaboration avec l'Athénée Léonie de Waha pour le projet « L'art de résister » (catégorie jeunes) ;
- le Conseil communal des enfants de la Ville de Liège, l'Auberge de jeunesse Georges Simenon et le Service jeunesse de la Ville de Liège pour le projet « Etre un enfant durant la guerre » (catégorie enfants) ;
- l'Ecole de Clermont/Elsaute, l'Ecole de la Minerie/Froidthier et l'Ecole de Thimister pour le projet « Les apprentis résistants » (mention spéciale).

Le 29 juin 2017, pour la troisième année consécutive, le Parlement a mis à l'honneur **15 talents de Wallonie** relevant du monde économique, du domaine culturel, du secteur social, de la sphère environnementale et du domaine de l'artisanat.

SEPTEMBRE 2017

Les 9 et 10 septembre 2017, à l'occasion des **Journées du Patrimoine**, le Parlement a proposé aux visiteurs un parcours retraçant les grandes étapes d'un texte législatif, de sa prise en considération au parchemin en passant par la discussion et l'élaboration du compte rendu. En lien avec la thématique « Voies d'eau, de terre et de fer. Patrimoines et RAVeL » retenue dans le cadre de ces journées, une reconstitution des débats ayant conduit à l'adoption du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques a eu lieu dans la salle des séances plénières. Une rencontre entre visiteurs et députés a été organisée dans le but de rendre accessible de manière concrète l'action législative.

B. VISITER LE PARLEMENT DE WALLONIE

VISITER LE PARLEMENT (BÂTIMENT SAINT-GILLES)

Les demandes pour une visite de groupe doivent être introduites par écrit au moins un mois à l'avance. Un formulaire d'inscription est disponible sur le site web du Parlement de Wallonie (www.parlement-wallonie.be), rubrique « Visite ».

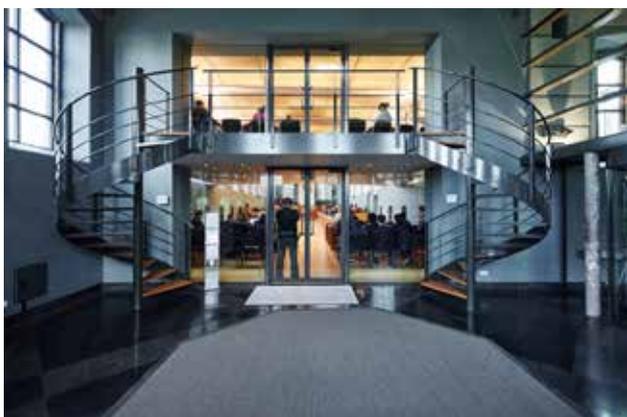
COMMENT ASSISTER À UNE SÉANCE PLÉNIÈRE OU À UNE RÉUNION DE COMMISSION ?

L'agenda des travaux est consultable sur le site web du Parlement de Wallonie (www.parlement-wallonie.be). Les réunions sont publiques et l'accueil se fait rue Notre-Dame, à Namur sur présentation d'une pièce d'identité.

Les séances plénières peuvent par ailleurs être suivies en direct via le site web du Parlement. Depuis septembre 2015, les déclarations d'intérêt régional, les questions urgentes, les questions d'actualité et les débats en séance plénière sont retransmis sur les 11 télévisions locales de Wallonie.

STATISTIQUES

Durant la session 2016-2017, 3 257 personnes, réparties en 117 groupes, ont eu la possibilité de découvrir le Parlement de Wallonie. Ces chiffres ne tiennent pas compte des visites protocolaires ni des visiteurs reçus lors de manifestations spéciales telles que, par exemple, « Un jour au Parlement de Wallonie » ou encore les Journées du Patrimoine.





RELATIONS INTERNATIONALES

A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES

Le 11 octobre 2016, le Parlement de Wallonie a reçu la visite d'une **délégation de l'Assemblée nationale de la République du Kenya** conduite par M. Peter Njoroge Baiya, Président de la Commission parlementaire en charge de la mise en œuvre de la Constitution. Les membres de cette Commission parlementaire mènent des missions d'étude dans des pays fédéraux ou décentralisés afin de comparer les systèmes politiques en vue de la mise en œuvre de la nouvelle constitution. M. Peter Njoroge Baiya a aussi abordé la question de la représentation des femmes en politique, ce qui a permis au Président André Antoine d'évoquer les dispositions du code électoral ainsi que le mécanisme de la « tirette » qui a fort intéressé la délégation.

Le 2 décembre 2016, le Parlement a reçu la visite de **S.E. Mme Claude-France Arnould, Ambassadeur de la République française** près le Royaume de Belgique. Un échange de vues approfondi sur l'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) et le positionnement du Parlement de Wallonie en la matière a eu lieu avec le Président André Antoine. Il a rappelé la nécessité pour le Parlement de tenir un débat démocratique sur les enjeux des accords commerciaux.

Le 12 décembre 2016, le Parlement a reçu la visite de **Mme Françoise Mercure, Présidente de la Commission de la capitale nationale du Québec**, dans le cadre des 30 ans du **décret instituant Namur capitale de la Région wallonne**. Instituée par l'Assemblée nationale du Québec en 1995, la **Commission de la capitale nationale** a pour objectifs l'aménagement, le développement et la mise en valeur de la ville de Québec et de sa banlieue.

Le 13 décembre 2016, le Parlement a reçu la visite de **S.E. M. Qu Xing, Ambassadeur de la République populaire de Chine** près le Royaume de Belgique. Les relations entre la Wallonie et la Chine ont été évoquées, notamment les investissements chinois en Wallonie, le potentiel wallon d'attraction de touristes chinois ou encore la surcapacité chinoise en matière de production d'acier.

Le 16 décembre 2016, le Parlement a reçu la visite de **S.E. Mme Alison Rose, Ambassadeur du Royaume-Uni** près le Royaume de Belgique. L'essentiel de l'échange de vues a porté sur le Brexit et ses conséquences.

Le 10 janvier 2017, le Parlement a reçu la visite de **Mme Khadija Arib, Présidente de la Deuxième Chambre des Etats-généraux des Pays-Bas**, accompagnée de Mme Renata Vos, Greffière de la Deuxième Chambre, et de S.E. Mme Maryem van den Heuvel, Ambassadrice du Royaume des Pays-Bas près le Royaume de Belgique. Les Présidents ont eu un échange de vues sur les enjeux européens que sont notamment le Brexit, la directive détachement, le manque d'harmonisation fiscale, l'euro-scepticisme ou encore les normes comptables et budgétaires.

Le 16 janvier 2017, le Parlement a reçu la visite de **S.E. M. Mohamed Ameer, Ambassadeur du Royaume du Maroc** près le Royaume de Belgique. M. le Président André Antoine a rappelé le rôle majeur joué par la communauté marocaine en Belgique dans les domaines économique, culturel et politique. Il a aussi insisté sur le rôle stabilisateur du Maroc au sein du Maghreb. M. l'Ambassadeur a mis en évidence l'engagement important du Maroc en matière de sécurité, de gestion des migrants et de lutte contre le terrorisme en concertation avec les pays européens, ainsi que son rôle moteur dans le développement africain.

Le 18 janvier 2017, le Parlement a reçu la visite d'une **délégation parlementaire du Conseil national slovaque** conduite par M. le Député Martin Klus, accompagné de S.E. M. Stanislav Vallo, Ambassadeur de la République slovaque près le Royaume de Belgique. Les échanges ont notamment porté sur le CETA et le rôle des parlements nationaux dans le processus de décision européen, sur le renforcement de la présence d'entreprises wallonnes en Slovaquie et sur la reconversion des anciennes villes industrielles.

Le 3 février 2017, dans le cadre du groupe d'amitié Belgique-Allemagne de l'Union interparlementaire (UIP), le Parlement a reçu la visite d'une **délégation parlementaire du Bundestag (Allemagne)** conduite par M. le Député Patrick Schnieder, accompagné de S.E. M. Rüdiger Lüdeking, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne près le Royaume de Belgique.



Les échanges ont notamment porté sur le CETA et le rôle des parlements nationaux dans le processus de décision européen, sur les normes comptables européennes et sur la nécessité d'améliorer la communication politique envers les citoyens.

Le 24 avril 2017, le Parlement a reçu la visite de **S.E. Mme Ingrid Schulerud, Ambassadeur du Royaume de Norvège** près le Royaume de Belgique. M. le Président André Antoine a présenté le fédéralisme belge et évoqué l'implication du Parlement dans le suivi de la construction européenne. Des domaines futurs de coopération entre la Wallonie et la Norvège ont été mis en évidence tels que les produits de la mer, la recherche, le secteur pharmaceutique, le tourisme ou encore des échanges de jeunes.

Le 8 mai 2017, le Parlement a reçu la visite de **S.E. Madame Norma Goicochea Estenoz, Ambassadeur de la République de Cuba** près le Royaume de Belgique. M. le Président a évoqué avec Mme l'Ambassadeur le panel citoyen wallon, la consultation populaire dans la gestion publique au niveau local, l'évolution politique de Cuba, l'impact de l'embargo américain, l'autosuffisance alimentaire et le manque de main-d'œuvre agricole dû à l'exode rural ainsi que la signature d'un accord de dialogue politique et de coopération entre Cuba et l'Union européenne.

Le 29 mai 2017, le Parlement a reçu la visite de **S.E. Madame Cecilia Yuste Rojas, Ambassadeur du Royaume d'Espagne** près le Royaume de Belgique. Les échanges ont notamment porté sur la crise de la démocratie représentative, la situation politique de l'Espagne, la question catalane, le projet européen et le statut de Gibraltar dans le cadre des négociations relatives au Brexit.

Le Parlement a reçu, le 8 juin 2017, la visite de **M. Yousif Mohammed Sadiq, Président du Parlement du Kurdistan irakien**. Le Président Antoine a évoqué avec lui la situation politique du Kurdistan irakien et, notamment, les élections législatives et présidentielles de novembre 2017 ainsi que la possible organisation d'un référendum pouvant mener à l'indépendance de la région. Ils ont aussi évoqué la situation militaire de la région et la question des réfugiés au Kurdistan irakien.

Le Parlement a reçu, le 11 juillet 2017, la visite de **M. Habib El Malki, Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc**. Il était accompagné de S.E. M. Mohammed Ameer, Ambassadeur du Royaume du Maroc près le Royaume de Belgique. Le Président Antoine a souligné la bonne intégration de la communauté marocaine, notamment en Wallonie à laquelle elle a beaucoup apporté. Il a aussi évoqué avec son homologue le rôle géopolitique majeur du Maroc dans une région instable, la régionalisation en cours au Maroc depuis 2011, la crise migratoire en Europe et l'avenir de l'Europe qui préoccupe également le Maroc.

B. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX (PARLEMENT BENELUX)

Le Parlement Benelux rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement de Wallonie est représenté au sein de cette institution par deux membres effectifs (Monsieur Anthony Dufrane, PS, et Madame Isabelle Moinnet¹, cdH) et deux membres suppléants (Madame Véronique Bonni, PS, et Monsieur François Desquesnes, cdH).

¹ En remplacement de M. Josy Arens, le 14 juin 2017

Le Parlement Benelux a tenu 34 réunions de commissions durant la session 2016-2017.

Le Conseil s'est réuni en séance plénière les 25 et 26 novembre 2016, les 24 et 25 mars 2017 et les 16 et 17 juin 2017.

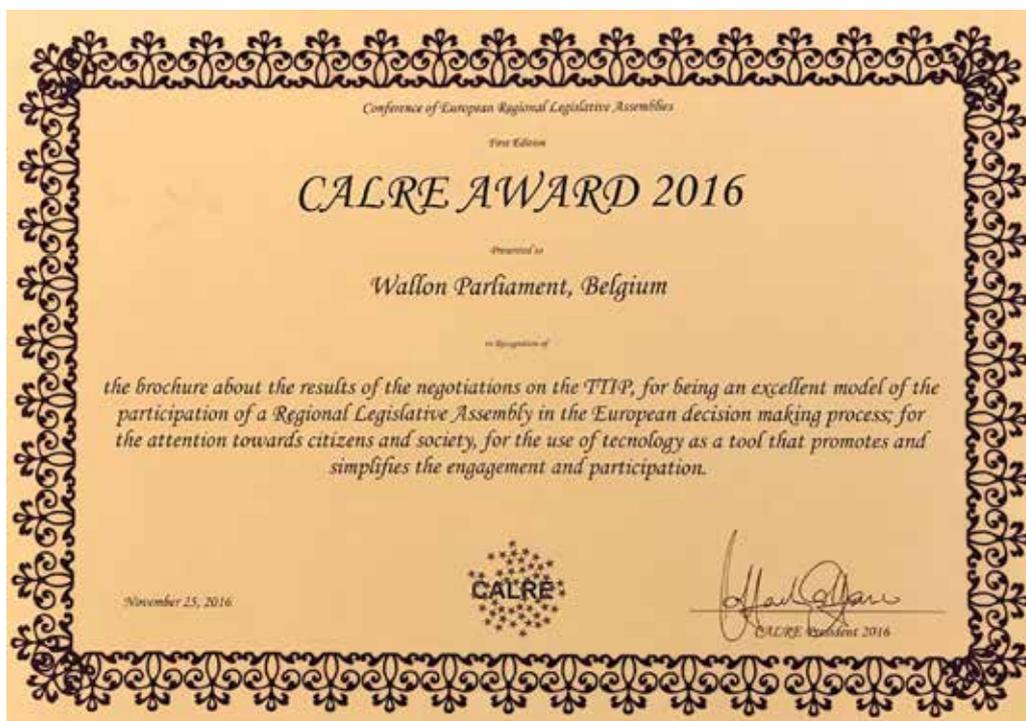
CONFÉRENCE DES ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES DES RÉGIONS D'EUROPE (CALRE)

La CALRE réunit les parlements régionaux de l'Union européenne qui possèdent un pouvoir législatif, soit 74 régions réparties dans 8 pays.

Ses missions consistent à approfondir la participation démocratique de ses membres dans le cadre de l'Union européenne, à défendre les valeurs et les principes de la démocratie régionale, à renforcer les liens entre les assemblées législatives régionales et à soutenir leurs activités de coopération transfrontalière.

M. Tzanetatos a représenté le Parlement de Wallonie à la **réunion du Groupe de travail « Politique de cohésion »** qui s'est réuni à Venise les 15 et 16 septembre 2016.

Le Président André Antoine a participé, les 24 et 25 novembre 2016 à Varèse (Italie), à l'**assemblée annuelle de la CALRE**. Il y a fait rapport sur les travaux qu'il pilote dans le domaine de la démocratie interactive et a été confirmé à la tête du Groupe de travail sur la démocratie interactive.



Le Parlement s'est vu distinguer par le prix « Etoiles d'Europe », qui récompense les meilleures pratiques et initiatives visant à renforcer l'implication des parlements régionaux sur le plan européen. La brochure consacrée aux travaux menés par le Parlement de Wallonie sur le projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis (TTIP) a été particulièrement remarquée.

A l'occasion du **60^e anniversaire du Traité de Rome**, dont la signature est à l'origine de l'Union européenne, le Parlement de Wallonie a participé à une action commune aux membres de la CALRE en rendant le drapeau européen visible sur la façade du Parlement la nuit du 25 mars 2017.

Le 8 mai 2017, le Parlement s'est associé à la CALRE en relayant un communiqué rédigé à l'occasion de la **Journée de l'Europe**.

M. Tzanetatos a représenté le Parlement de Wallonie à la **réunion du Groupe de travail « Meilleures réglementations et évaluations des politiques »** de la CALRE à Pérouse du 18 au 20 mai 2017.

Le Parlement de Wallonie était aussi représenté aux deux réunions du Comité permanent de la CALRE des 6 avril et 29 juin 2017.

Les membres du **Groupe de travail de la CALRE consacré à la démocratie interactive**, présidé par le Président André Antoine, se sont réunis le 30 juin 2017 au Parlement de Wallonie. Trois experts sont intervenus :

- M. Gilles Pelayo, Chef d'unité du programme « Europe pour les citoyens » de l'Agence européenne exécutive « Education, audiovisuel et culture » (EACEA), a évoqué les outils existants en matière de participation citoyenne au processus de décision européen ainsi que le programme « Europe pour les citoyens » ;
- M. Vasilis Koulolias, Directeur du eGovlab, Centre suédois d'excellence en matière d'e-gouvernance, a présenté les méthodes proposées par cet organisme et qui permettent des innovations grâce à une collaboration entre différents acteurs (services publics, entreprises, universités et citoyens) en partant de défis sociétaux identifiés par les citoyens ;
- Mme Clara Boudehen, Déléguée générale de Parlement & Citoyens, a détaillé le fonctionnement de cette plate-forme qui permet aux députés français d'interagir avec leurs citoyens dans le cadre de la confection de nouvelles lois.

Par ailleurs, M. Stéphane Quaina fait part de son expérience en qualité de membre du panel citoyen sur les enjeux du vieillissement organisé récemment au Parlement de Wallonie.

CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERRÉGIONAL (CPI)

Créé en 1986, le CPI a pour vocation d'être l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région qui réunit la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, le Grand-Duché de Luxembourg, la Région française Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone.

Dans le cadre de la Présidence wallonne du Conseil Parlementaire Interrégional, le Parlement de Wallonie a présenté un bilan de la présidence du CPI 2015-2016 au **15^e Sommet de la Grande Région** qui s'est tenu à Arlon le 20 décembre 2016.

M. Vincent Sampaoli, Président de la Commission 1 « Affaires économiques » du CPI, a présidé la **réunion des Commissions 1 et 2 du CPI** consacrée au thème de l'économie de la créativité et de l'innovation le vendredi 14 octobre 2016 à Andenne.

Les orateurs suivants ont alimenté la réflexion des députés membres des commissions 1 et 2 du CPI :

- M. David Valentiny, Directeur de l'ASBL Creative Wallonia Engine ;
- M. Gilles Bazelaire, entrepreneur, directeur du KIKK (festival) et membre du TRAKK (hub créatif namurois) ;
- le Professeur Haissam Jijakli, Manager et Responsable de l'Unité de phytopathologie à l'Université de Liège.

Ces travaux ont résulté en l'adoption d'une recommandation lors de la 57^e séance plénière du CPI de décembre 2016.

Le 9 décembre 2016, le Parlement de Wallonie a accueilli la **57^e séance plénière du CPI**. Le Conseil a adopté six recommandations concernant :

- l'économie de la créativité et de l'innovation ;
- la mondialisation, la digitalisation de la société et les moyens innovants pour réduire les inégalités ;
- les aéroports de la Grande Région ;
- les villes intelligentes et un urbanisme durable ;
- la formation professionnelle transfrontalière ;
- l'équité fiscale dans la Grande Région.

Un débat a été organisé sur les normes comptables et budgétaires européennes avec la participation de MM. Philippe de Rougemont, statistical officer à

Eurostat, et Steven Engels, analyste économique et European semester officer à la Représentation de la Commission européenne en Belgique.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg ayant, après deux ans de mandature wallonne, repris la présidence du CPI, la **58^e séance plénière** s'est tenue à Luxembourg le 2 juin 2017. Le Président André Antoine et les Députés Yves Evrard et Jenny Baltus-Möres y ont représenté le Parlement de Wallonie. Le Conseil a adopté trois recommandations communiquées aux Gouvernements de la Grande Région :

- recommandation sur le péage en Allemagne ;
- recommandation sur la gestion des déchets en Grande Région ;
- recommandation sur les métiers sociaux et pédagogiques pour les hommes dans la Grande Région.

En outre, il a décidé d'interroger le Sommet de la Grande Région sur les procédures d'intervention rapide lorsqu'une personne disparaît.

DIVERS

Le Président André Antoine a participé les 27 et 28 septembre 2016 au **Forum public 2016 de l'OMC** qui était plus particulièrement consacré au commerce inclusif. Il a notamment été insisté sur le rôle essentiel que jouent les PME et des supports spécifiques à leur apporter.

Avec la Commissaire européenne au commerce Cécilia Malmström qui avait été entendue au Parlement dès le 29 janvier 2016, il a pu faire le point sur les négociations relatives au CETA.

Plusieurs séminaires ont été l'occasion d'approfondir des questions telles que le rôle des technologies dans l'accélération du développement, la place croissante du commerce électronique ou la protection des capacités d'innovation.

Le **Comité mixte entre le Parlement de Wallonie et l'Assemblée nationale du Québec** a tenu sa **IX^e session** du 3 au 5 octobre 2016 à Québec (Canada). Les travaux se sont conclus par la signature de deux résolutions portant sur le logement public et privé et sur l'énergie et la lutte contre les changements climatiques.

Le 8 octobre 2016 à Montréal (Canada), une délégation parlementaire a pu discuter, au niveau ministériel, du projet de Déclaration interprétative du Traité CETA rendu public le 6 octobre 2016.

Le Président André Antoine a été **reçu à Oslo par son homologue norvégien, M. Olemic Thommessen**, le 29 novembre 2016. L'objectif de cette rencontre était de renforcer les liens avec un pays membre de l'Espace économique européen. Le Président Antoine a pu découvrir le projet Min Stemme qui a pour objectif l'apprentissage des valeurs démocratiques aux Norvégiens de 4 à 19 ans. Cette démarche doit être rapprochée des travaux que mène actuellement la CALRE sur l'e-démocratie. Un entretien est aussi intervenu avec le Directeur de l'Oslo Region European Office. Cet organisme au service de la moitié de la population norvégienne a pour objet d'encourager la participation aux multiples programmes européens. Enfin, des perspectives d'association avec le pôle de compétitivité BioWin ont pu être dégagées.

Le Parlement de Wallonie a accueilli le 10 janvier 2017 une **réunion de coopération entre Régions et Communautés**: vingt-six parlementaires des parlements flamand, wallon, bruxellois et germanophone ont discuté de la problématique des finances communales.

Le 25 janvier 2017, une **Commission conjointe sur le thème de l'autisme** a réuni des députés du Parlement de Wallonie, du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Parlement francophone bruxellois au sein du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les députés des trois assemblées ont pris connaissance du Plan Transversal Autisme des Ministres Frémault et Prévot, compétents en la matière au sein du Gouvernement francophone bruxellois et du Gouvernement wallon.

Du 28 au 30 mars 2017, la 32^e session du **Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe** s'est tenue à Strasbourg (France). Le Président du Parlement de Wallonie y est intervenu sur le thème de la qualité de la participation démocratique au niveau régional, mettant en exergue les outils développés depuis le mois de septembre 2015 par le Parlement afin de rapprocher les citoyens des élus tels que le dépôt de pétitions par voie électronique, les consultations publiques sur les textes législatifs examinés par les députés et l'accueil d'un panel de 30 citoyens tirés au sort pour débattre avec les élus sur le thème du vieillissement de la population.

Le Président Antoine a saisi l'occasion de ce déplacement à Strasbourg pour avoir un entretien avec M. Lemmens, le juge belge à la Cour européenne des droits de l'homme, et Mme Elens-Passos, Greffière adjointe de la Cour. Les échanges ont porté sur le rôle de la Cour et son impact sur un nombre croissant de domaines de la vie politique belge.

Dans le cadre de la diplomatie parlementaire, le Président Antoine et le Vice-Président Onkelinx se sont rendus du 7 au 11 mars 2017 dans l'Etat du **Wisconsin** aux Etats-Unis afin de développer des relations entre le Parlement de Wallonie et l'Assemblée et le Sénat du Wisconsin.

Le 23 mai 2017, des membres du **Comité mixte Assemblée nationale du Québec-Parlement de Wallonie** emmenés par le Président Antoine et accompagnés par M. Drèze, Président de la Commission du budget, de la fonction publique et de l'énergie, ont tenu un déjeuner de travail avec une délégation de l'Assemblée nationale du Québec composée de M. Gaudreault, Président de la Commission de l'administration publique, de M. Merlini, Président de la Commission de la santé et des services sociaux, et de M. Schneeberger. La délégation québécoise était en mission en Europe afin d'étudier les pratiques parlementaires en matière de planification des travaux, de contrôle budgétaire, de reddition des comptes ainsi que de pétitions.

Une délégation du Bureau du Parlement de Wallonie a participé au **Forum de l'OCDE** du 6 au 7 juin 2017 consacré au thème « Dépasser les clivages ». Le Forum a mis plus particulièrement l'accent sur la nécessité de mettre en place des politiques permettant de regagner la confiance de ceux qui se sentent laissés pour compte, redoutant les retombées de la mondialisation, l'afflux croissant de migrants et la rapidité sans précédent des avancées technologiques.



IN MEMORIAM

DÉPUTÉS

ANCIENS DÉPUTÉS :

- M. Michel Filleul (+18 septembre 2016).
- M. Guy Piérard (+ 15 octobre 2016) ;
- M. Gaston Paque (+ 2 novembre 2016) ;
- M. Jacky Morael (+ 6 décembre 2016) ;
- M. Jean-Claude Hans (+ 6 janvier 2017) ;
- M. Gaston Onkelinx + 30 janvier 2017) ;
- Mme Colette Saive-Boniver (+ 12 avril 2017) ;
- M. Alfred Gadenne (+ 11 septembre 2017).





ANNEXE

SYNTHÈSE CHIFFRÉE DE LA SESSION ORDINAIRE 2016-2017 ET DES SESSIONS PRÉCÉDENTES

Session	SE 1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Projets de décret	3	29	43	68	79
Propositions de décret	57	30	38	23	13
Motions	2	40	19	13	9
Résolutions	-	7	10	7	6
Interpellations	2	112	57	34	18
Questions orales	-	15	89	103	67
Questions d'actualité	6	104	102	89	65
Questions urgentes	-	-	-	-	-
Questions écrites	134	694	753	639	282

Session	SE 1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Projets de décret	3	32	45	72	100	92
Propositions de décret	29	26	16	25	18	41
Motions	2	14	9	3	4	7
Résolutions	5	4	9	13	19	11
Interpellations	2	17	14	18	11	19
Questions orales	12	202	174	281	328	298
Questions d'actualité	8	87	96	121	145	115
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	37	348	350	322	327	248

Session	SE 2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Projets de décret	1	27	54	68	70	67
Propositions de décret	19	75	75	44	40	40
Motions	2	22	18	21	14	12
Résolutions	-	26	62	34	44	40
Interpellations	-	127	253	296	295	165
Questions orales	-	963	1143	1047	1174	566
Questions d'actualité	-	193	184	210	188	87
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	25	917	1245	1674	3095	1552

Session	SE 2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Projets de décret	1	42	52	72	87	125
Propositions de décret	60	20	54	35	22	25
Motions	4	28	24	14	22	10
Résolutions	2	22	49	30	36	19
Interpellations	-	228	145	128	73	31
Questions orales	-	1787	1806	1816	1775	1102
Questions d'actualité	-	174	203	233	157	178
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	301	3267	5482	4149	4425	2426

Session	SE 2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Projets de décret	2	56	73	80
Propositions de décret	16	59	35	46
Motions	3	15	29	42
Résolutions	2	66	87	64
Interpellations	-	51	67	59
Questions orales	-	2777	2812	2071
Questions d'actualité	-	244	264	249
Questions urgentes	-	-	77	66
Questions écrites	404	3618	5739	5367







Square Arthur Masson 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

